



Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires  
Zwischenstaatliche Organisation für den internationalen Eisenbahnverkehr  
Intergovernmental Organisation for International Carriage by Rail

---

**Commission d'experts techniques**  
**Fachausschuss für technische Fragen**  
**Committee of Technical Experts**

**TECH-23006-CTE15-6.2**

**20.02.2023**

Original : EN

## **15<sup>E</sup> SESSION**

---

Proposition de révision de la PTU GEN-G concernant une méthode de sécurité commune pour l'évaluation et l'appréciation des risques

## 1. INTRODUCTION ET FONDEMENT JURIDIQUE

À sa 14<sup>e</sup> session, la Commission d'experts techniques (CTE) a demandé au WG TECH un rapport d'avancement concernant l'établissement des liens nécessaires entre les RU EST (futur appendice H à la COTIF) et la méthode de sécurité commune pour l'évaluation et l'appréciation des risques. En particulier, la CTE a demandé à cet effet des propositions pour modifier la PTU GEN-G.

Actuellement, la PTU GEN-G est applicable uniquement dans le champ d'application des RU APTU (appendice F à la COTIF) et des RU ATMF (appendice G à la COTIF). L'objectif premier de la révision proposée est de rendre la PTU GEN-G également applicable dans le champ d'application des RU EST.

La révision de la PTU GEN-G par la CTE est fondée juridiquement sur l'article 6, § 1, des RU APTU : « La Commission d'experts techniques décide de l'adoption d'une PTU ou d'une disposition qui la modifie selon la procédure prévue aux articles 16, 20 et 33, § 6, de la Convention. [...] ». De plus, à sa 13<sup>e</sup> session (Berne, 25-26 septembre 2018), l'Assemblée générale a recommandé que la Commission d'experts techniques prépare des projets d'annexes aux RU EST avant que les RU EST n'entrent en vigueur. Ces projets pourront ensuite être adoptés sans délai par la Commission d'experts techniques une fois les RU EST entrées en vigueur.

## 2. CONTEXTE ET FOND DE LA PROPOSITION

La révision proposée élargit le champ d'application de la PTU GEN-G de sorte qu'elle couvre l'évaluation et l'appréciation des risques concernant le système de gestion de la sécurité (SGS) dans le champ d'application des RU EST. Diverses améliorations sont également proposées sur le fond et sur la forme.

Par rapport à la version actuellement en vigueur, la révision proposée inclut :

- l'ajout de dispositions équivalentes à celles de l'UE pour l'évaluation et l'appréciation des risques concernant le SGS ;
- la clarification du champ d'application eu égard aux RU APTU et RU ATMF ainsi qu'aux futures RU EST ;
- des modifications d'ordre rédactionnel pour aligner la PTU GEN-G avec les dernières pratiques rédactionnelles des autres PTU.

La proposition est basée sur la version consolidée de la PTU GEN-G du 1<sup>er</sup> janvier 2014, telle que modifiée le 1<sup>er</sup> décembre 2016. Il est proposé de réviser intégralement la PTU GEN-G actuelle, en l'abrogeant et en la remplaçant par la nouvelle version.

Les modifications proposées dans le projet de nouvelle version par rapport à la version actuelle consolidée apparaissent en mode « suivi des modifications » à l'annexe 1.

Le texte tel que proposé à l'adoption, sans les modifications apparentes, est présenté à l'annexe 2.

## 3. TRAVAUX PRÉPARATOIRES

La première version du projet de PTU GEN-G révisée (réf. TECH-22027, du 9 août 2022) a été examinée par le WG TECH à sa 47<sup>e</sup> session (Berne, 7 septembre 2022). Une deuxième version, datée du 18 octobre 2022, a été examinée par le WG TECH à sa 48<sup>e</sup> session (Paris, 16-17 novembre 2022). Les modifications proposées dans cette deuxième version tenaient compte des discussions tenues à la 47<sup>e</sup> session. Sur la base des résultats de la 48<sup>e</sup> session du WG TECH, le projet a encore été modifié, avec pour résultats les textes présentés en annexes.

Les précédentes versions du projet sont disponibles sur le site Internet de l'OTIF sous [http://otif.org/en/?page\\_id=7302](http://otif.org/en/?page_id=7302) (en anglais uniquement).

#### **4. JUSTIFICATION DES MODIFICATIONS**

La proposition ne modifie pas les prescriptions pour l'évaluation et l'acceptation des risques pour les applications relevant des RU APTU et RU ATMF. Ces applications sont essentiellement liées à l'évaluation des nouveaux produits, comme le matériel roulant, à l'entretien des véhicules ou encore aux modifications de la conception, de la construction ou de l'entretien des produits, pour autant que ces applications relèvent des RU APTU et RU ATMF.

Les modifications ajoutent des applications qui entrent dans le champ d'application des RU EST. Ces applications concernent principalement des changements opérationnels et organisationnels, y compris des modifications du SGS, à condition qu'ils relèvent des RU EST.

La PTU GEN-G révisée s'appliquera :

- aux fins des RU APTU et RU ATMF, dès son entrée en vigueur ;
- aux fins des RU EST, à compter de l'entrée en vigueur de ces dernières.

#### **PROPOSITIONS DE DÉCISIONS**

- En vertu de l'article 20, § 1, et de l'article 35 de la COTIF ainsi que de l'article 6, § 1, des RU APTU, la Commission d'experts techniques adopte la version révisée de la PTU GEN-G concernant une méthode de sécurité commune pour l'évaluation et l'appréciation des risques, telle qu'elle figure à l'annexe 2 au document TECH-23006-CTE15-6.2 du 20 février 2023[, telle que modifiée en session]. La PTU GEN-G révisée abroge et remplace à compter de sa date d'entrée en vigueur la PTU GEN-G du 1<sup>er</sup> janvier 2014, telle que modifiée en dernier lieu le 1<sup>er</sup> décembre 2016.
- La Commission d'experts techniques charge le Secrétaire général de publier la nouvelle version de la PTU GEN-G sur le site Internet de l'OTIF, la version abrogée devant également rester disponible en ligne pour future référence.





Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires

Zwischenstaatliche Organisation für den internationalen Eisenbahnverkehr

Intergovernmental Organisation for International Carriage by Rail

TECH-23006-CTE15-6.2 Annexe I

# **Prescription technique uniforme**

Méthode de  
sécurité commune  
pour l'évaluation et  
l'appréciation des risques

## **PTU GEN-G**

Applicable à compter du

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 2 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN Date : 20.2.2023

## Règles uniformes APTU (Appendice F à la COTIF 1999)

### Prescription technique uniforme ~~(PTU)~~

#### Dispositions générales—

### Méthode de sécurité commune ~~(MSC)~~ pour l'évaluation et l'appréciation des risques

#### (PTU GEN-G)

#### *Note explicative :*

*Les textes de la présente PTU qui occupent toute la largeur de la page sont identiques aux textes correspondants de la réglementation de l'Union européenne. Les textes sur deux colonnes diffèrent. La colonne de gauche contient la réglementation PTU ; la colonne de droite, le texte de la réglementation correspondante de l'UE. Le texte dans la colonne de droite n'a qu'un caractère informatif et ne fait pas partie de la réglementation de l'OTIF.*

La présente PTU a été élaborée conformément à la COTIF dans sa version du 1<sup>er</sup> mars 2019 et en particulier aux articles 3, 4, 6, 7, 7a et 8 des Règles uniformes APTU (appendice F à la COTIF).

Pour les définitions, voir également l'article 2 des Règles uniformes APTU (appendice F à la COTIF), l'article 2 des Règles uniformes ATMF (appendice G à la COTIF) et l'article 2 des Règles uniformes EST (appendice H à la COTIF).

Les notes de bas de page ne font pas partie des dispositions juridiques. Elles comportent des explications ainsi que des références à d'autres règlements.

*PTU de l'OTIF*

*Texte correspondant  
de la réglementation de l'UE<sup>1</sup>*

*Réf. UE*

## 0. ÉQUIVALENCE

~~À la suite de leur adoption par la Commission d'experts techniques, les directives de l'OTIF de ce document sont déclarées équivalentes aux directives de l'UE aux termes de l'article 13 APTU et de l'article 3a ATMF.~~

À la suite de leur adoption par la Commission d'experts techniques, les prescriptions de l'OTIF incluses dans le présent document sont déclarées équivalentes, au sens de l'article 13 des Règles uniformes (RU)

<sup>1</sup>— Règlement d'exécution (UE) n° 402/2013 de la Commission du 30 avril 2013, tel que modifié par le règlement d'exécution (UE) 2015/1136 de la Commission du 13 juillet 2015.



[APTU et de l'article 3a des RU ATMF, à la réglementation correspondante de l'Union européenne \(UE\), en particulier :](#)

- [au règlement d'exécution \(UE\) n° 402/2013 de la Commission du 30 avril 2013, tel que modifié par le règlement d'exécution \(UE\) 2015/1136 de la Commission du 13 juillet 2015.](#)

[Les objectifs et le champ d'application de la COTIF et du droit de l'UE pour les chemins de fer ne sont pas les mêmes ; il s'avère donc nécessaire d'employer des termes différents pour des concepts dont le sens est similaire mais pas identique. Le tableau suivant liste les termes utilisés dans la présente PTU et les termes correspondants dans la STI pertinente :](#)

<u><a href="#">Présente PTU</a></u>	<u><a href="#">Droit de l'UE</a></u>
<u><a href="#">la présente PTU</a></u>	<u><a href="#">le présent règlement</a></u>
<u><a href="#">État partie</a></u>	<u><a href="#">État membre</a></u>
<u><a href="#">autorité compétente</a></u>	<u><a href="#">autorité nationale de sécurité</a></u>
<u><a href="#">spécification technique nationale</a></u>	<u><a href="#">règle nationale notifiée</a></u>

[Lorsque les dispositions de la présente PTU et du règlement de l'UE diffèrent sur le fond, leurs textes respectifs apparaissent dans deux colonnes. Le texte de la PTU \(réglementation de l'OTIF\) apparaît dans la colonne de gauche ou sur toute la largeur de la page, tandis que la colonne de droite est réservée aux textes de l'Union européenne<sup>2</sup>. Les textes dans la colonne de droite sont donnés à titre purement informatif. Pour le droit de l'UE, voir le Journal officiel de l'Union européenne.](#)

[Lorsque les différences entre la présente PTU et les textes de l'UE sont rédactionnelles, non substantielles, ou concernent la liste des termes ci-dessus, les textes de l'UE ne sont généralement pas reproduits. Ils peuvent toutefois l'être à des fins de clarté et de lisibilité.](#)

<sup>2</sup> [Dans plusieurs cas, il est fait référence dans la colonne de droite à des directives et autres actes de l'UE qui ont été abrogés et remplacés par de nouvelles versions. Ces références aux directives et autres actes abrogés de l'UE doivent être comprises comme des références aux nouvelles versions et lues selon le tableau de correspondance inclus dans les nouvelles versions.](#)



**1. OBJET** ~~Article 1~~

1.1 ~~La présente PTU GEN-G~~ | ~~Le présent règlement~~  
La présente PTU établit une méthode de sécurité commune (MSC) révisée pour l'évaluation et l'appréciation des risques

pour la sécurité des sous-systèmes et de leur intégration dans leur environnement dans les limites des RU APTU et RU ATMF, ainsi que les risques devant être gérés par les acteurs dans les limites des RU EST. | visée à l'article 6, paragraphe 3, point a), de la directive 2004/49/CE.

1.2 La présente PTU ~~facilite les~~opère l'harmonisation : | Le présent règlement facilite l'accès au marché des services de transport ferroviaire par l'harmonisation :

~~services de transport ferroviaire transfrontaliers par l'harmonisation :~~

- a) des processus de gestion des risques utilisés pour évaluer l'incidence des changements sur les niveaux de sécurité et la conformité avec les exigences de sécurité ;
- b) des échanges d'informations pertinentes pour la sécurité entre les différents acteurs du secteur ferroviaire afin de gérer la sécurité de manière globale au niveau des ~~entre les~~ différentes interfaces qui existent dans ce secteur ;
- c) ~~des éléments de preuve résultant de~~ des résultats tangibles obtenus par l'application des processus de gestion des risques.

**2. CHAMP D'APPLICATION** ~~Article 2~~

2.1 ~~La présente PTU~~ | ~~Le présent règlement~~  
La présente PTU s'applique au proposant tel que défini au chapitre 3, chiffre 11),

~~au point 3.11,~~ | ~~à l'article 3, point 11,~~  
lorsqu'il apporte des changements ~~au système ferroviaire~~ des États parties ayant des conséquences pour le trafic international, pouvant avoir des incidences sur les produits et activités qui entrent, partiellement ou intégralement, dans le champ d'application<sup>3</sup> des RU APTU, ATMF et EST, y compris : | au système ferroviaire d'un État membre.

<sup>3</sup> La PTU Infrastructure définit dans quelle mesure le sous-système « Infrastructure » appartient au champ d'application des RU APTU et ATMF. L'importance des changements apportés à l'infrastructure doit être évaluée, comme prévu au point 2.2, pour ce qui est des éléments relevant du champ d'application de la PTU Infrastructure. Les changements apportés à des éléments en dehors du champ d'application de la PTU Infrastructure sont régis par les règles applicables dans l'État concerné.





- les activités des organisations ayant des responsabilités liées à la sécurité, comme les activités du détenteur, l'entretien et l'exploitation de véhicules ou de trains en trafic international ;
- les véhicules ferroviaires destinés à être utilisés en trafic international ;
- les procédures et activités concernant l'entretien et l'utilisation de ces véhicules.

Ces changements peuvent être de nature technique, opérationnelle ou organisationnelle. En ce qui concerne les changements organisationnels, seuls ceux susceptibles d'avoir une incidence sur les processus d'exploitation ou d'entretien sont pris en compte conformément aux règles [du chapitre 4](#)

~~du point 4.~~

~~de l'article 4.~~

2.2

Lorsque, sur la base d'une évaluation fondée sur les critères fixés [au point 4.2, lettres a\) à f\)](#) :

~~aux lettres a) à f) du paragraphe 4.2 :~~

~~à l'article 4, paragraphe 2, points a) à f) :~~

a) le changement est considéré comme significatif, le processus de gestion des risques établi [dans le chapitre 5](#)

~~au point 5~~

~~à l'article 5~~

est appliqué ;

b) le changement n'est pas considéré comme significatif, il suffit de conserver la documentation appropriée pour justifier la décision.

2.3

~~La présente PTU~~

~~Le présent règlement~~

~~[La présente PTU](#) s'applique également aux sous-systèmes de nature structurelle ~~couverts par la COTIF 1999~~ entrant dans le champ d'application des RU ATMF, dans les situations suivantes :~~

~~[couverts par la](#) directive 2008/57/CE :~~

a) si une appréciation des risques est requise par [la PTU applicable](#).

~~les prescriptions techniques uniformes (PTU) applicables.~~

~~la spécification technique d'interopérabilité (STI) applicable.~~

Dans ce cas, la [PTU applicable](#)

~~PTU~~

~~STI~~

précise, le cas échéant, quelles parties [de la présente PTU](#)

~~de la présente PTU~~

~~du présent règlement~~

s'appliquent ;

b) si le changement est significatif au sens [du point 4.2,](#)

~~du point 4.2,~~

~~de l'article 4, paragraphe 2,~~

auquel cas le processus de gestion des risques établi [dans le chapitre 5](#)



Statut : Proposition

TECH-23006 Annexe I

Original : EN

Date : 20.2.2023

~~au point 5~~

~~à l'article 5~~

~~est appliqué dans le cadre de la mise en service des sous-systèmes de nature structurelle afin de garantir leur intégration en sécurité dans un système~~

~~existant~~ afin de garantir l'intégration en sécurité du sous-système de nature structurel dans le système ferroviaire dans lequel il est destiné à être utilisé.

dans le cadre de la mise en service des sous-systèmes de nature structurelle afin de garantir leur intégration en sécurité dans un système existant, en vertu de l'article 15, paragraphe 1, de la directive 2008/57/CE.

2.4

L'application de la présente PTU

~~de la présente PTU~~

~~du présent règlement~~

dans le cas visé au point 2.3, lettre b), ci-dessus

~~à la lettre b) du point 2.3 ci-dessus~~

~~au paragraphe 3, point b), du présent article~~

ne doit pas aboutir à des exigences contraires à celles établies par les PTU applicables.

~~PTU~~

~~STH~~

Si l'application de la présente PTU révèle une lacune en matière de sécurité dans d'autres PTU, cette lacune est considérée comme une incompatibilité entre les PTU.

~~applicables.~~ Néanmoins, si de telles incompatibilités se produisent, le proposant en informe l'État partie

~~l'État partie~~

~~l'État membre~~

concerné, qui peut alors décider de demander une révision de la PTU

~~PTU~~

~~STH~~

conformément à

l'article 8a, des RU APTU.

l'article 6, paragraphe 2, ou à l'article 7 de la directive 2008/57/CE, ou une dérogation conformément à l'article 9, paragraphe 2, de ladite directive.

~~ou une dérogation conformément à~~

~~l'annexe B aux ATMF.~~

~~l'article 9, paragraphe 2, de ladite directive.~~

La permission de ne pas appliquer tout ou partie des dispositions de la ou des PTU applicables à un sous-système structurel ou à une partie de celui-ci est régie par les règles de dérogation établies à l'annexe B aux RU ATMF.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 7 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN
			Date : 20.2.2023

2.5 ~~([réservé])~~ Les systèmes ferroviaires exclus du champ d'application de la directive 2004/49/CE conformément à son article 2, paragraphe 2, sont également exclus du champ d'application du présent règlement.

2.6 Les dispositions de la PTU GEN-G, ~~version~~ document A 94-01G/1.2012, ~~version 01~~, datée du 1<sup>er</sup> mai 2012, continuent de s'appliquer aux projets qui se trouvent, ~~à la date d'application~~ à la date d'entrée en vigueur de la présente PTU, ~~à la date d'application~~ du présent règlement, à un stade avancé de développement au sens de l'article 2, lettre b), des RU APTU. au sens de l'article 2, point t), de la directive 2008/57/CE.

### 3. DÉFINITIONS ~~Article 3~~

Aux fins de la présente PTU, ~~de la présente PTU~~, ~~du présent règlement~~, les définitions figurant ~~aux~~ à l'articles 2 des RU ATMF et à l'article 2 des RU APTU à l'article 3 de la directive 2004/49/CE s'appliquent.

En outre, on entend par :

- 1) « risque », la fréquence d'occurrence d'accidents et d'incidents causant un dommage (dû à un danger) et le degré de gravité de ce dommage ;
- 2) « analyse de risque », l'utilisation systématique de toutes les informations disponibles pour identifier les dangers et estimer le risque ;
- 3) « évaluation des risques », une procédure fondée sur l'analyse de risque pour déterminer si un niveau de risque acceptable a été atteint ;
- 4) « appréciation des risques », le processus global comprenant une analyse de risque et une évaluation des risques ;
- 5) « sécurité », l'absence de risque inacceptable de dommage ;
- 6) « gestion des risques », l'application systématique de politiques, procédures et ~~pratiques-méthodes~~ de gestion aux tâches d'analyse, d'évaluation et de contrôle des risques ;
- 7) « interfaces », tous les points d'interaction au cours du cycle de vie d'un système ou sous-système, y compris l'exploitation et l'entretien, où différents acteurs du secteur ferroviaire collaborent pour gérer les risques ;
- 8) « acteurs », toutes les parties qui participent, directement ou par des accords contractuels, à l'application de la présente PTU ;



~~de la présente PTU ;~~

~~du présent règlement ;~~

9) « exigences de sécurité », les caractéristiques de sécurité (qualitatives ou quantitatives, ou, au besoin, qualitatives et quantitatives) devant être observées dans la conception, l'exploitation (y compris les règles d'exploitation) et l'entretien d'un système pour que les objectifs de sécurité établis par la législation ou l'entreprise soient atteints ;

10) « mesures de sécurité », une série de mesures permettant de réduire la fréquence d'occurrence d'un danger ou d'en atténuer les conséquences afin d'atteindre et/ou de maintenir un niveau de risque acceptable ;

11) « proposant »,

a) une entreprise ferroviaire ou un gestionnaire de l'infrastructure qui met en œuvre des mesures de maîtrise des risques conformément

aux réglementations nationales, régionales ou internationales, dans la mesure où celles-ci rendent les entreprises ferroviaires et les gestionnaires d'infrastructure responsables de l'exploitation en sécurité du système ferroviaire et du contrôle des risques qui lui sont associés et les obligent à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour le contrôle des risques, le cas échéant en coopérant les uns avec les autres afin d'appliquer les règles et normes de sécurité et d'établir des systèmes de gestion de la sécurité,

à l'article 4 de la directive 2004/49/CE, ou

b) une entité chargée de l'entretien qui met en œuvre des mesures conformément

à l'article 15 des RU ATMF et à l'annexe A (~~Règles ECE~~) aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien),

à l'article 14 *bis*, paragraphe 3, de la directive 2004/49/CE, ou

c) une entité adjudicatrice ou un ~~fabricant~~ constructeur qui demande

l'évaluation d'un sous-système structurel conformément à la PTU GEN-D à un organisme d'évaluation au sens de l'article 5 des RU ATMF,

l'application de la procédure de vérification « CE » à un organisme notifié conformément à l'article 18, paragraphe 1, de la directive 2008/57/CE, ou à un organisme désigné conformément à l'article 17, paragraphe 3, de ladite directive. ~~;~~

d) le demandeur


de l'admission technique de sous-systèmes de nature structurelle ;

d'une autorisation de mise en service de sous-systèmes de nature structurelle ;

12) « rapport d'évaluation de la sécurité », le document contenant les conclusions de l'évaluation du système concerné effectuée par un organisme d'évaluation ;

13) « danger », une circonstance pouvant mener à un accident ;

14) « organisme d'évaluation », la personne, l'organisation ou l'entité indépendante et compétente, externe ou interne, qui procède à des investigations pour formuler un jugement fondé sur des

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 9 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN
			Date : 20.2.2023

preuves au sujet de l'aptitude d'un système à respecter les exigences de sécurité qu'il doit satisfaire ;

- 15) « critère d'acceptation des risques », les éléments au regard desquels l'acceptabilité d'un risque particulier est évaluée ; ces critères sont utilisés pour déterminer si le niveau d'un risque est suffisamment bas pour qu'il ne soit pas nécessaire de prendre des mesures immédiates pour le réduire davantage ;
- 16) « registre des dangers », le document dans lequel sont consignés et référencés les dangers identifiés et les mesures y afférentes, l'origine des dangers et les coordonnées de l'organisation qui doit les gérer ;
- 17) « identification des dangers », le processus consistant à détecter, à inventorier et à caractériser les dangers ;
- 18) « principe d'acceptation des risques », les règles utilisées pour déterminer si le risque lié à un ou plusieurs dangers particuliers est acceptable ou non ;
- 19) « règles de l'art », un ensemble de règles écrites qui, si elles sont appliquées correctement, peuvent être utilisées pour maîtriser un ou plusieurs dangers particuliers ;
- 20) « système de référence », un système dont l'usage a prouvé qu'il présente un niveau de sécurité acceptable et par rapport auquel il est possible d'évaluer, par comparaison, l'acceptabilité des risques présentés par un système en cours d'évaluation ;
- 21) « estimation des risques », le processus qui est utilisé pour aboutir à une mesure du niveau des risques analysés et qui comprend les étapes suivantes : estimation de la fréquence, analyse des conséquences et intégration des informations y afférentes ;
- 22) « système technique », un produit ou un ensemble de produits, y compris la conception, la mise en œuvre et la documentation ; le développement d'un système technique débute par la spécification de ses exigences et se termine par son acceptation; bien que la conception des interfaces pertinentes avec le comportement humain soit prise en considération, les opérateurs humains et leurs actions ne font pas partie du système technique ; le processus d'entretien est décrit dans les manuels d'entretien mais ne fait pas en tant que tel partie du système technique.
- 23) « accident catastrophique », un accident touchant généralement un grand nombre de personnes et entraînant de multiples décès ;
- 24) « acceptation de la sécurité », le statut donné par le proposant au changement sur la base du rapport d'évaluation de la sécurité fourni par l'organisme d'évaluation ;
- 25) « système », toute partie du système ferroviaire  
(ressortissant à ~~cette~~-[la présente](#) PTU)  
qui fait l'objet d'un changement, qu'il soit de nature technique, opérationnelle ou organisationnelle ;
- ~~26) « règle nationale notifiée », toute règle nationale notifiée par~~
- 26) « [spécification technique nationale](#) », toute [règle nationale notifiée par](#) un État partie en vertu de l'article 12 [des RU](#) APTU ; « [règle nationale notifiée](#) », toute [règle nationale notifiée par](#) les États membres en vertu de la directives 96/48/CE du Conseil ou, de la directive 2001/16/CE du Parlement européen et du Conseil, et des directives 2004/49/CE et 2008/57/CE ;
- 27) « organisme de certification », l'organisme de certification tel que défini



~~au point 3 à l'article 2~~ de l'annexe A (~~Règles ECE~~)-aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien) ; à l'article 3 du règlement (UE) n° 445/2011 ;

- 28) « organisme d'évaluation de la conformité », l'organisme procédant à des activités d'évaluation de la conformité, y compris l'étalonnage, les essais, la certification et l'inspection ; d'évaluation de la conformité tel que défini à l'article 2 du règlement (CE) n° 765/2008 ;
- 29) « accréditation », l'accréditation au sens de l'article 2, lettre ab), des RU ATMF ; l'article 2 du règlement (CE) n° 765/2008 ;
- 30) « organisme national d'accréditation », l'organisme national d'accréditation tel que défini l'unique organisme dans un État partie chargé de l'accréditation, qui tire son autorité de cet État ; à l'article 2 du règlement (CE) n° 765/2008 ;
- 31) « reconnaissance », l'attestation établie par un organisme national autre que l'organisme national d'accréditation spécifiant que l'organisme d'évaluation satisfait aux exigences établies à l'annexe II de la présente PTU ~~de la présente PTU~~ ; ~~du présent règlement~~ lui permettant d'exercer l'activité d'évaluation indépendante visée aux points 6.1 et 6.2 ; ~~aux points 6.1 et 6.2 de la présente PTU~~ ; ~~à l'article 6, paragraphes 1 et 2~~ ;
- 32) « défaillance systématique », une défaillance qui se produit de manière répétée en présence d'une combinaison d'entrées particulière ou dans des conditions environnementales ou d'application particulières ;
- 33) « panne systématique », une panne inhérente à la spécification, à la conception, à la fabrication, à l'installation, à l'exploitation ou à l'entretien du système évalué ;
- 34) « dispositif de sécurité », une mesure technique, opérationnelle ou organisationnelle de contrôle des risques située en dehors du système évalué, qui réduit la fréquence d'apparition d'un danger ou atténue la gravité des conséquences potentielles de ce danger ;
- 35) « accident critique », un accident touchant généralement un très petit nombre de personnes et entraînant au moins un décès ;
- 36) « hautement improbable », la survenue d'une défaillance à une fréquence inférieure ou égale à  $10^{-9}$  par heure d'exploitation ;
- 37) « improbable », la survenue d'une défaillance à une fréquence inférieure ou égale à  $10^{-7}$  par heure d'exploitation ~~;~~ ;
- 38) « autorité compétente », une autorité nationale compétente pour l'admission technique telle que visée à l'article 5 des RU ATMF.



**4. CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS** ~~Article 4~~

4.1 S'il n'existe pas de ~~règle nationale notifiée~~ spécification technique nationale pour déterminer si un changement est significatif ou non dans un État partie.

~~État partie,~~

~~État membre,~~

le proposant prend en compte l'incidence potentielle du changement en question sur la sécurité ~~du système ferroviaire.~~

de tous les produits et activités entrant dans le champ d'application de la présente PTU tel que défini au point 2.1.

du système ferroviaire.

Si le changement proposé n'a pas d'incidence sur la sécurité,

dans les limites de ce champ d'application,

~~,~~

il n'est pas nécessaire d'appliquer le processus de gestion des risques visé au chapitre 5.

~~au point 5 de la présente PTU.~~

~~à l'article 5.~~

4.2 Si le changement proposé a une incidence sur la sécurité, le proposant détermine, sur avis d'expert, l'importance du changement, sur la base des critères suivants :

- a) conséquence d'une défaillance : le scénario réaliste le plus défavorable en cas de défaillance du système évalué, compte tenu de l'existence de dispositifs de sécurité en dehors de ce système ;
- b) innovation utilisée dans la mise en œuvre du changement : il s'agit tant de ce qui est innovant dans le secteur ferroviaire que de ce qui est nouveau pour l'organisation mettant en œuvre le changement ;
- c) complexité du changement ;
- d) suivi : l'impossibilité de suivre le changement mis en œuvre tout au long du cycle de vie du système et de prendre des mesures adéquates ;
- e) réversibilité : l'impossibilité de rétablir le système tel qu'il existait avant le changement ;
- f) additionnalité : l'évaluation de l'importance du changement, compte tenu de tous les changements liés à la sécurité qui ont été apportés récemment au système évalué et qui n'ont pas été considérés comme significatifs.

4.3 Le proposant conserve une documentation appropriée pour justifier sa décision.

**5. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES** ~~Article 5~~

5.1 Le proposant est chargé d'appliquer la présente PTU,

~~la présente PTU,~~

~~le présent règlement,~~

y compris d'évaluer l'importance du changement sur la base des critères du chapitre 4,

~~du point 4,~~

~~de l'article 4,~~

et de mener le processus de gestion des risques établi à l'annexe I.



5.2 Le proposant veille à ce que les risques introduits par ~~s~~les fournisseurs et ~~par~~ ses prestataires de services, y compris leurs sous-traitants, soient ~~eux aussi~~également gérés conformément ~~à la présente PTU.~~

~~à la présente PTU.~~

~~au présent règlement.~~

À cette fin, le proposant peut demander, en vertu d'arrangements contractuels, que ses fournisseurs et ses prestataires de services, y compris leurs sous-traitants, participent au processus de gestion des risques établi à l'annexe I.

## 6. ÉVALUATION INDÉPENDANTE ~~Article 6~~

6.1 Un organisme d'évaluation évalue en toute indépendance l'adéquation tant de l'application du processus de gestion des risques décrit à l'annexe I, que des résultats de ~~cette application~~ce processus

(incluant l'identification adéquate des risques et l'estimation des dangers qui en découlent).

Ledit organisme satisfait aux critères énoncés à l'annexe II. Lorsque l'organisme d'évaluation n'est pas déjà désigné par la législation

nationale en vigueur,

en vigueur de l'Union ou de l'État membre,

le proposant désigne son propre organisme d'évaluation, au stade opportun le plus en amont possible dans le processus d'appréciation des risques.

6.2 Aux fins de l'évaluation indépendante, l'organisme d'évaluation :

- veille à comprendre dans les détails le changement significatif sur la base de la documentation fournie par le proposant ;
- évalue les processus de gestion de la sécurité et de la qualité appliqués durant la conception et la mise en œuvre du changement significatif, si ces processus ne sont pas déjà certifiés par un organisme d'évaluation de la conformité compétent ;
- évalue l'application desdits processus durant la conception et la mise en œuvre du changement significatif.

Lorsqu'il a terminé son évaluation conformément aux points a), b) et c), l'organisme d'évaluation remet le rapport d'évaluation de la sécurité prévu dans le chapitre 15 et à l'annexe III.

~~au point 15~~

~~à l'article 15~~

~~et à l'annexe III.~~

6.3 Les doublons dans les travaux relatifs aux évaluations suivantes sont évités :

- l'évaluation de la conformité du système de gestion de la sécurité conformément aux RU EST et du système d'entretien de l'entité chargée de l'entretien, comme requis par l'annexe A (~~Règles ECE~~) aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien) ; ~~et~~ l'évaluation de la conformité du système de gestion de la sécurité et du système d'entretien des entités chargées de l'entretien telle que prévue par la directive 2004/49/CE, et





6.4	<p>b) l'évaluation de la conformité réalisée <del>par un organisme d'évaluation</del> conformément à la PTU GEN-D <u>par l'organisme d'évaluation aux termes de l'article 5 des RU ATMF UR ;</u> <del>et</del></p>	<p><u>par</u> un organisme notifié tel que défini à l'article 2, point j), de la directive 2008/57/CE ou par un organisme désigné conformément à l'article 17 de ladite directive, et</p>
	<p>c) les évaluations indépendantes réalisées par l'organisme d'évaluation conformément <u>à la présente PTU.</u> <del>à la présente PTU.</del></p>	<p><del>au présent règlement.</del></p>
6.4	<p><del>Sans préjudice des réglementations régionales ou internationales, Le le</del> <u>proposant peut choisir l'autorité compétente</u> <del>l'autorité compétente au sens de l'article 5 des ATMF</del></p>	<p><u>Sans préjudice</u> de la législation de l'Union, <u>le</u> <u>l'autorité nationale de sécurité</u></p>
	<p>comme organisme d'évaluation lorsque ladite autorité propose ce service et lorsque les changements significatifs concernent les cas suivants :</p>	
	<p>a) un véhicule requiert une première admission à l'exploitation, telle que visée dans les <u>RU ATMF</u> ;</p>	<p>une autorisation de mise en service, conformément à l'article 22, paragraphe 2, et à l'article 24, paragraphe 2, de la directive 2008/57/CE ;</p>
	<p>b) un véhicule requiert une admission à l'exploitation complémentaire, conformément à l'article 6, § 4, lettre b) des <u>RU ATMF</u> ;</p>	<p>une autorisation supplémentaire de mise en service, conformément à l'article 23, paragraphe 5, et à l'article 25, paragraphe 4, de la directive 2008/57/CE ;</p>
	<p>c) <u>le certificat de sécurité d'une entreprise ferroviaire tel que visé dans les RU EST est mis à jour à la suite d'une modification du type ou de la portée des activités ;</u> <del>(réservé)</del></p>	<p><del>(e)</del> le certificat de sécurité doit être mis à jour à la suite d'une modification du type ou de la portée des activités conformément à l'article 10, paragraphe 5, de la directive 2004/49/CE ;</p>
	<p>d) <u>le certificat de sécurité d'une entreprise ferroviaire tel que visé dans les RU EST est révisé à la suite d'une modification substantielle du cadre réglementaire applicable en matière de sécurité.</u> <del>(réservé)</del></p>	<p><del>(d)</del> le certificat de sécurité doit être révisé à la suite d'une modification substantielle du cadre réglementaire en matière de sécurité conformément à l'article 10, paragraphe 5, de la directive 2004/49/CE ;</p>
	<p>e) <del>(réservé)</del></p>	<p><del>(e)</del> l'agrément de sécurité doit être mis à jour à la suite d'une modification substantielle de l'infrastructure, de la signalisation, de <u>l'approvisionnement l'alimentation</u> en énergie ou des principes applicables à son exploitation et</p>

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 14 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN Date : 20.2.2023

f) ~~(réservé)~~

à son entretien conformément à l'article 11, paragraphe 2, de la directive 2004/49/CE ;

~~(f)~~ l'agrément de sécurité doit être révisé à la suite d'une modification substantielle du cadre réglementaire en matière de sécurité conformément à l'article 11, paragraphe 2, de la directive 2004/49/CE.

Lorsqu'un changement significatif concerne un sous-système de nature structurelle qui requiert

une admission technique en vertu des [RU ATMF](#), l'autorité nationale compétente pour l'admission technique,

une autorisation de mise en service telle que visée à l'article 15, paragraphe 1, ou à l'article 20 de la directive 2008/57/CE,

le proposant peut choisir [l'autorité compétente](#)

~~l'autorité nationale compétente pour l'admission technique~~

~~l'autorité de sécurité~~

comme organisme d'évaluation lorsque ladite autorité propose ce service, à moins que le proposant n'ait déjà confié cette tâche à

un autre organisme d'évaluation satisfaisant aux dispositions de la PTU GEN-D.

un organisme notifié conformément à l'article 18, paragraphe 2, de ladite directive.

## 7. ACCREDITATION OU RECONNAISSANCE DE L'ORGANISME D'ÉVALUATION ~~Article 7~~

~~7.1~~ L'organisme d'évaluation visé [au chapitre 6](#)  
~~au point 6~~

~~à l'article 6~~

répond à l'un des cas suivants :

a) il est accrédité, selon les critères fixés à l'annexe II, par l'organisme national d'accréditation visé [au point 13.1.](#)

~~au point 13.1, ou~~

~~à l'article 13, paragraphe 1, ou~~

b) il est reconnu, selon les critères fixés à l'annexe II, par l'organisme de reconnaissance visé [au point 13.1.](#)

~~au point 13.1, ou~~

~~à l'article 13, paragraphe 1, ou~~

c) il est [l'autorité compétente en vertu de l'exigence fixée au point 9.2.](#)

~~l'autorité nationale compétente pour l'admission technique~~

~~l'autorité nationale de sécurité~~

~~en vertu de l'exigence fixée~~

~~au point 9.2.~~

~~à l'article 9, paragraphe 2.~~



**8. ACCEPTATION DE L'ACCREDITATION OU DE LA RECONNAISSANCE** — Article 8

8.1 ~~(réservé)~~ L'accréditation ou la reconnaissance d'une entreprise ferroviaire ou d'un gestionnaire d'infrastructure conformément au chapitre 7 constitue la preuve de sa capacité à intervenir en qualité d'organisme d'évaluation.

Lorsqu'elles délivrent des certificats de sécurité conformément aux RU EST, les autorités de certification de la sécurité acceptent cette preuve.

Cela s'entend sans préjudice des dispositions de l'annexe A aux RU EST (Méthode de sécurité commune relative aux exigences en matière de système de gestion de la sécurité).

Lorsqu'une autorité nationale de sécurité octroie un certificat de sécurité conformément au règlement (UE) n° 1158/2010 de la Commission ou un agrément de sécurité conformément au règlement (UE) n° 1169/2010 de la Commission, elle accepte l'accréditation ou la reconnaissance par un État membre conformément à l'article 7 comme preuve de la capacité de l'entreprise ferroviaire ou du gestionnaire de l'infrastructure à intervenir en qualité d'organisme d'évaluation.

8.2 Lorsqu'un organisme de certification octroie un certificat conformément

à l'annexe A ~~(Règles ECE)~~ aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien),

il accepte ladite accréditation ou ladite reconnaissance par un État partie

~~État partie~~

au règlement (UE) n° 445/2011,

~~État membre~~

comme preuve de la capacité de l'entité chargée de l'entretien à intervenir en qualité d'organisme d'évaluation.

Cela s'entend sans préjudice des dispositions de l'annexe A aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien).

**9. TYPES DE RECONNAISSANCE DE L'ORGANISME D'ÉVALUATION** — Article 9

9.1 La reconnaissance de l'organisme d'évaluation peut être des types suivants :

a) reconnaissance par l'État partie

~~l'État partie~~

~~l'État membre~~

d'une entité chargée de l'entretien, d'une organisation ou d'une partie de celle-ci<sup>4</sup>, ou d'une personne ;

~~b) (réservé) ;~~

~~reconnaissance par l'autorité nationale de sécurité de la capacité d'une organisation, d'une partie de celle-ci, ou d'une personne, à effectuer une évaluation indépendante sous la forme de l'évaluation et du contrôle du système de gestion~~

<sup>4</sup> ~~À l'OTIF, les entreprises ferroviaires et les gestionnaires d'infrastructure ne sont pas reconnus comme des organismes d'évaluation via l'évaluation ou le contrôle de leur SGS. Pour agir en tant qu'organisme d'évaluation, une entreprise ferroviaire ou un gestionnaire d'infrastructure doit être accrédité conformément au point 7.1, lettre a) ou reconnu conformément au point 9.1, lettre a) ou d).~~



~~de la sécurité d'une entreprise ferroviaire ou d'un gestionnaire de l'infrastructure ;~~

b) reconnaissance par l'autorité compétente de la capacité d'une organisation, d'une partie de celle-ci, ou d'une personne, à effectuer une évaluation indépendante sous la forme de l'évaluation et du contrôle du système de gestion de la sécurité d'une entreprise ferroviaire ou d'un gestionnaire de l'infrastructure ;

c) lorsque l'autorité compétente

~~l'autorité nationale compétente pour l'admission technique~~ | l'autorité nationale de sécurité

intervient en qualité d'organisme de certification des ECE conformément à

à l'article 6 de l'annexe A (Règles ECE) aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien), | l'article 10 du règlement (UE) n° 445/2011,

reconnaissance par l'autorité compétente

~~l'autorité nationale compétente pour l'admission technique~~ | l'autorité nationale de sécurité

de la capacité d'une organisation, d'une partie de celle-ci, ou d'une personne, à effectuer une évaluation indépendante sous la forme de l'évaluation et du contrôle du système d'entretien d'une entité chargée de l'entretien ;

d) reconnaissance par un organisme de reconnaissance désigné par l'État partie

~~l'État partie~~ | l'État membre

de la capacité d'une entité chargée de l'entretien, d'une organisation, d'une partie de celle-ci, ou d'une personne, à effectuer une évaluation indépendante.

9.2 Lorsque l'État partie

~~l'État partie~~ | l'État membre

reconnaît l'autorité compétente

~~l'autorité nationale compétente pour l'admission technique~~ | l'autorité nationale de sécurité

en tant qu'organisme d'évaluation, il est de sa responsabilité de veiller à ce que l'autorité en question réponde aux exigences fixées à l'annexe II. Dans ce cas, les fonctions d'organisme d'évaluation de l'autorité compétente

~~l'autorité nationale compétente pour l'admission technique~~ | l'autorité nationale de sécurité

sont indépendantes, ~~d'une manière qui puisse être démontrée~~, de ses autres fonctions, et cela doit pouvoir être démontré.



**10. VALIDITÉ DE LA RECONNAISSANCE** ~~Article 10~~

10.1 Dans les cas visés au point 9.1, lettres a) et d), et au point 9.2,  
~~aux lettres a) et d) du point 9.1 et au point 9.2,~~ | ~~à l'article 9, paragraphe 1, points a) et d), et à l'article 9, paragraphe 2,~~  
la période de validité de la reconnaissance n'exède pas vingt~~cing~~ ans à compter de la date à laquelle elle a été accordée.

~~10.2 (réservé)~~ | ~~Dans le cas visé à l'article 9, paragraphe 1, point b):~~  
~~a) la déclaration de reconnaissance d'une entreprise ferroviaire ou d'un gestionnaire de l'infrastructure figure sur le certificat de sécurité correspondant dans la rubrique 5 « Informations supplémentaires » du format standard de certificat de sécurité prévu à l'annexe I du règlement (CE) n° 653/2007 et dans une partie appropriée de l'agrément de sécurité ;~~  
~~b) la période de validité de la reconnaissance est limitée à la validité du certificat de sécurité ou de l'agrément de sécurité en vertu duquel elle est accordée. Dans ce cas, la demande de reconnaissance est introduite lors de la demande suivante de renouvellement ou mise à jour du certificat de sécurité ou de l'agrément de sécurité.~~

10.2 Dans le cas visé au point 9.1, lettre b) :  
a) la déclaration de reconnaissance d'une entreprise ferroviaire ou d'un gestionnaire de l'infrastructure figure sur le certificat de sécurité correspondant ;  
correspondant dans la rubrique 5 « Informations supplémentaires » du format standard de certificat de sécurité prévu à l'annexe I du règlement (CE) n° 653/2007 de la Commission et dans une partie appropriée de l'agrément de sécurité ;  
b) la période de validité de la reconnaissance est limitée à la période de validité du certificat de sécurité ou de l'agrément de sécurité en vertu duquel elle est accordée. Dans ce cas, la demande de reconnaissance est introduite lors de la demande suivante de renouvellement ou mise à jour du certificat de sécurité ou de l'agrément de sécurité.

10.3 Dans les cas visés au point 9.1, lettre c) :  
~~à l'article 9, paragraphe 1, point c) :~~ | ~~à l'article 9, paragraphe 1, point c) :~~

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 18 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN
			Date : 20.2.2023

- a) la déclaration de reconnaissance d'une entité chargée de l'entretien figure sur le certificat correspondant  ~~dans la rubrique 5 « Informations supplémentaires » du format standard de certificat d'entité chargée de l'entretien prévu à l'annexe V,~~

~~de conformément à l'annexe A aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien) (Règles ECE) ;~~

dans la rubrique 5 « Informations supplémentaires » du format standard de certificat d'entité chargée de l'entretien prévu à l'annexe V, ou, le cas échéant, à l'annexe VI, du règlement (UE) n° 445/2011 ;

- b) la période de validité de la reconnaissance est limitée à la  période de  validité du certificat délivré par l'organisme de certification en vertu duquel elle est accordée. Dans ce cas, la demande de reconnaissance est introduite lors de la demande suivante de renouvellement ou de mise à jour dudit certificat.

## 11. SURVEILLANCE PAR L'ORGANISME DE RECONNAISSANCE ~~Article 11~~

- 11.1 Les organismes nationaux d'accréditation contrôlent les organismes d'évaluation de la conformité auxquels ils ont délivré un certificat d'accréditation et, par analogie,

Par analogie avec les exigences prévues à l'article 5, paragraphes 3 et 4, du règlement (CE) n° 765/2008 en ce qui concerne l'accréditation,

l'organisme de reconnaissance vérifie de façon périodique si l'organisme d'évaluation qu'il a reconnu continue de satisfaire aux critères fixés à l'annexe II tant que la reconnaissance reste valide.

- 11.2 Si l'organisme d'évaluation ne satisfait plus aux critères fixés à l'annexe II, l'organisme de reconnaissance restreint la portée de l'application de la reconnaissance, ou suspend ou retire la reconnaissance, en fonction du degré de non-conformité.

## 12. ASSOUPPLISSEMENT DES CRITÈRES DANS LE CAS OÙ IL N'EST PAS PRÉVU QU'UN CHANGEMENT SIGNIFICATIF FASSE L'OBJET D'UNE RECONNAISSANCE MUTUELLE ~~Article 12~~

Lorsqu'il n'est pas prévu que l'appréciation des risques concernant un changement significatif fasse l'objet d'une reconnaissance mutuelle, le proposant désigne un organisme d'évaluation satisfaisant au minimum aux exigences fixées à l'annexe II en matière de compétence, d'indépendance et d'impartialité. Les autres exigences prévues au paragraphe 1 de l'annexe II peuvent être assouplies de manière non discriminatoire en accord avec  l'autorité compétente.

~~l'autorité nationale compétente pour l'admission technique.~~

~~l'autorité nationale de sécurité.~~

## 13. COMMUNICATION D'INFORMATIONS ~~Article 13~~

### AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

### À L'AGENCE

- 13.1 Le cas échéant,  ~~au plus tard le 21 mai 2015,~~

~~les États parties~~

au plus tard le 21 mai 2015,  ~~les États membres~~

les États parties  indiquent

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 19 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN
			Date : 20.2.2023

sans délai au Secrétaire général | à l'Agence  
quels sont leur organisme national d'accréditation et/ou leur(s) ou leurs organisme(s) de reconnaissance aux fins de la présente PTU,

~~de la présente PTU,~~ | ~~du présent règlement,~~  
ainsi que les organismes d'évaluation qu'ils ont reconnus conformément au point 9.1, lettre a).  
~~à la lettre a) du paragraphe 9.1.~~ | ~~à l'article 9, paragraphe 1, point a).~~

Ils notifient également tout changement apporté à cette situation, dans le mois qui suit celui-ci.

Le Secrétaire général | L'Agence  
met ces informations à la disposition du public.

13.2 ~~Au plus tard le 21 mai 2015, l'organisme national d'accréditation indique~~  
L'organisme national d'accréditation indique sans tarder au Secrétaire général | Au plus tard le 21 mai 2015, l'organisme national d'accréditation indique à l'Agence  
quels sont les organismes d'évaluation accrédités, ainsi que le domaine de compétence pour lequel ils sont accrédités, conformément à l'annexe II, points 2 et 3. Il notifie ~~lui aussi~~ également tout changement dans cette situation, dans le mois qui suit celui-ci.

Le Secrétaire général | L'Agence  
met ces informations à la disposition du public.

13.3 ~~Au plus tard le 21 mai 2015, l'organisme de reconnaissance indique~~  
L'organisme de reconnaissance indique sans tarder au Secrétaire général | Au plus tard le 21 mai 2015, l'organisme de reconnaissance indique à l'Agence  
quels sont les organismes d'évaluation reconnus, ainsi que le domaine de compétence pour lequel ils sont reconnus, conformément à l'annexe II, points 2 et 3. Il notifie lui aussi tout changement dans cette situation, dans le mois qui suit celui-ci.

Le Secrétaire général | L'Agence  
met ces informations à la disposition du public.



14. ~~SOUTIEN APPORTÉ PAR~~ ~~Article 14~~

~~LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL~~

APPORTÉ PAR L'AGENCE

**POUR L'ACCREDITATION OU LA RECONNAISSANCE DE L'ORGANISME D'ÉVALUATION**

14.1 ~~Les organismes d'accréditation et de reconnaissance cherchent activement à se coordonner et à échanger des bonnes pratiques à l'international. Les organismes nationaux d'accréditation se soumettent à un système d'évaluation par les pairs mis en place sur le plan international, avec l'aide du Secrétaire général.~~

L'Agence met en place des évaluations ~~par les pairs~~ mutuelles entre les organismes de reconnaissance, sur la base des mêmes principes que ceux exposés à l'article 10 du règlement (CE) n° 765/2008.

~~Les États parties veillent à ce que les organismes nationaux d'accréditation soient régulièrement soumis à une évaluation par les pairs.~~

14.2 Les organismes d'accréditation qui sont membres de la coopération européenne pour l'accréditation (EA) participent aux activités pertinentes, comme les formations et échanges de bonnes pratiques, s'ils ont accès à ces activités. (réservé)

L'Agence organise, au minimum à chaque nouvelle révision du présent règlement et en collaboration avec la ~~Co~~coopération européenne pour l'accréditation (EA), des formations sur le présent règlement destinées aux organismes nationaux d'accréditation et aux organismes de reconnaissance.

15. **RAPPORTS D'ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ** ~~Article 15~~

15.1 L'organisme d'évaluation fournit au proposant un rapport d'évaluation de la sécurité conformément aux exigences fixées à l'annexe III. Le proposant est responsable de déterminer l'opportunité et la manière de prendre en compte les conclusions du rapport d'évaluation de la sécurité aux fins de l'acceptation de la sécurité du changement évalué. Le proposant justifie sa position et documente la partie du rapport d'évaluation de la sécurité qu'il conteste, le cas échéant

15.2 Dans le cas visé au point 2.3, lettre b), conformément au point 15.5,  
~~à la lettre b) du paragraphe 2.3 de la présente PTU~~ à l'article 2, paragraphe 3, point b),  
~~conformément~~  
~~au paragraphe 5 du présent point,~~ au paragraphe 5 du présent article,  
la déclaration visée au chapitre 16  
~~au point 16~~ à l'article 16  
est acceptée par l'autorité compétente  
~~l'autorité nationale compétente pour l'admission technique~~ l'autorité nationale de sécurité  
dans sa décision ~~d'autoriser la mise en service de~~ d'admettre à l'exploitation des sous-systèmes de nature structurelle et des véhicules.






15.3 L'autorité ~~nationale~~ compétente ~~pour l'admission technique~~ Sans préjudice de l'article 16 de la directive 2008/57/CE, l'autorité nationale de sécurité ne peut pas demander de contrôles ou d'analyses de risque supplémentaires, sauf si elle est en mesure de démontrer l'existence d'un risque significatif sur le plan de la sécurité.

15.4 Dans le cas visé [au point 2.3, lettre a\), conformément au point 15.5,](#)  
~~à la lettre a) du point 2.3,~~ | ~~à l'article 2, paragraphe 3, point a),~~  
~~conformément~~  
~~au paragraphe 5,~~ | ~~au paragraphe 5 du présent article,~~  
la déclaration visée [au chapitre 16](#)  
~~au point 16~~ | ~~à l'article 16~~  
est acceptée par  
l'organisme d'évaluation [au sens de l'article 5 des RU ATMF, qui procède à l'évaluation de la conformité avec la PTU structurelle et qui est](#) | l'organisme notifié  
chargé de délivrer le certificat de conformité, sauf s'il justifie et documente ses doutes concernant les hypothèses formulées ou la fiabilité des résultats.

15.5 Lorsqu'un système, ou une partie d'un système ont déjà été acceptés à l'issu du processus de gestion des risques prévu dans [la présente PTU,](#)  
~~la présente PTU,~~ | ~~le présent règlement,~~  
le rapport d'évaluation de la sécurité qui en découle ne peut être remis en question par aucun autre organisme d'évaluation chargé d'effectuer une nouvelle évaluation du même système. La reconnaissance mutuelle est subordonnée à la démonstration que le système sera utilisé dans les mêmes conditions fonctionnelles, opérationnelles et environnementales que le système déjà accepté, et que des critères d'acceptation des risques équivalents ont été appliqués.

**16. DÉCLARATION DU PROPOSANT** ~~Article 16~~

Sur la base des résultats de l'application [de la présente PTU](#)  
~~de la présente PTU~~ | ~~du présent règlement~~  
et du rapport d'évaluation de la sécurité présenté par l'organisme d'évaluation, le proposant produit une déclaration écrite indiquant que tous les dangers identifiés et les risques associés sont maîtrisés de façon à être maintenus à un niveau acceptable.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 22 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN
			Date : 20.2.2023

## 17. GESTION DE LA MAÎTRISE DES RISQUES ET AUDITS ~~Article 17~~

- 17.1 Tout proposant qui a fait appliquer une MSC d'évaluation et d'appréciation des risques doit continuer à surveiller son application et à en contrôler les effets, en particulier pour l'identification, l'estimation et l'appréciation des risques desquelles les conclusions ont été tirées.
- Les entreprises ferroviaires et les gestionnaires de l'infrastructures prévoient des audits de l'application du présent règlement dans leur programme d'audit périodique du système de gestion de la sécurité visé à l'article 9 de la directive 2004/49/CE.
- 17.2 Les entités chargées de l'entretien prévoient des audits de l'application ~~de la présente PTU~~ de la présente PTU dans leur programme d'audit périodique du système d'entretien visé ~~du présent règlement~~ à l'annexe A (~~Règles ECE~~) aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien), à l'article 14 *bis*, paragraphe 3, de la directive 2004/49/CE.
- 17.3 ~~{[réservé]}~~
- Parmi les tâches visées à l'article 16, paragraphe 2, point e), de la directive 2004/49/CE, l'autorité nationale de sécurité contrôle l'application du présent règlement par les entreprises ferroviaires, les gestionnaires de l'infrastructure et les entités chargées de l'entretien qui ne sont pas couvertes par le règlement (UE) n° 445/2011 mais sont recensées dans son registre national des véhicules.
- 17.4 Parmi les tâches visées ~~au point 7.1 de~~ l'annexe A (~~Règles ECE~~) aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien), à l'article 7, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 445/2011, l'organisme de certification d'une entité chargée de l'entretien des wagons de fret surveille l'application de la présente PTU, ~~de la présente PTU~~, ~~du présent règlement~~ par l'entité chargée de l'entretien.

**18. RETOUR D'INFORMATION ET PROGRÈS TECHNIQUE** ~~Article 18~~

- 18.1 ~~Les observations faites lors de la surveillance et des audits au titre du chapitre 17 doivent, dans le cas d'une divergence significative par rapport à une ou plusieurs suppositions sur lesquelles sont fondées les conclusions MSC, être signalées à l'autorité compétente de l'État partie qui a délivré l'admission technique.~~ Chaque gestionnaire de l'infrastructure et chaque entreprise ferroviaire font brièvement état, dans leur rapport annuel sur la sécurité visé à l'article 9, paragraphe 4, de la directive 2004/49/CE, de leur expérience concernant l'application du présent règlement. Ce rapport contient également un résumé des décisions relatives au niveau d'importance des changements.
- ~~Ce rapport contient également un résumé des décisions relatives au niveau d'importance des changements.~~
- 18.2 ~~Un État partie qui a délivré une ou plusieurs admissions techniques pour lesquelles la ou les MSC relatives à l'évaluation et à l'appréciation des risques ont été appliquées informe<sup>5</sup> tous les ans, ou immédiatement en cas de conséquences graves, la Commission des experts techniques (via la Secrétariat de l'OTIF) de leurs expériences et remarques.~~ Chaque autorité nationale de sécurité fait état, dans son rapport annuel sur la sécurité visé à l'article 18 de la directive 2004/49/CE, de l'expérience des proposant concernant l'application du présent règlement et, le cas échéant, de sa propre expérience.
- ~~En cas de problèmes relatifs à l'application ou à l'efficacité du système MSC, l'État partie fait, le cas échéant, des recommandations à la Commission des experts techniques en vue d'améliorer ce système. Les États parties prenant connaissance de difficultés d'application de la présente PTU rencontrées par les acteurs actifs sur leur territoire signalent, le cas échéant, ces difficultés à la Commission d'experts techniques.~~
- 18.3 ~~Le rapport annuel d'entretien des entités chargées de l'entretien des wagons de fret visé à l'annexe III, partie I, point 7.4. k);~~ visé à l'annexe A (Règles ECE) aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien) des wagons de fret visé à l'annexe III, partie I, point 7.4. k) du règlement (UE) n° 445/2011
- ~~contient des informations sur l'expérience des entités chargées de l'entretien concernant l'application de la présente PTU.~~ contient des informations sur l'expérience des entités chargées de l'entretien concernant l'application de la présente PTU. L'autorité compétente de l'État membre dans lequel l'entité a son siège, du présent règlement. L'Agence rassemble ces informations en coordination avec les organismes de certification respectifs
- ~~rassemble ces informations en coordination avec les organismes de certification respectifs~~

<sup>5</sup> Le rapport pour la Commission d'experts techniques peut être rédigé par l'UE pour les États parties qui sont également membres de l'UE.



~~et les met, sur demande, à la disposition du Secrétaire général.~~

18.4 ~~Les autres entités chargées de l'entretien qui ne relèvent pas~~

~~[réservé] de l'annexe A (Règles ECE) aux ATMF peuvent également être prises par l'autorité compétente du pays où elles ont leur siège de rendre compte de leurs activités. Ces informations doivent être mises, sur demande, à disposition du Secrétaire général.~~

Les autres entités chargées de l'entretien qui ne relèvent pas du règlement (UE) n° 445/2011 partagent elles aussi leur expérience avec l'Agence concernant l'application du présent règlement. L'Agence coordonne le partage d'expérience avec lesdites entités et avec les autorités nationales de sécurité.

18.5 [réservé]

~~18.5~~ L'Agence collecte toutes les informations sur l'expérience en matière d'application du présent règlement et, le cas échéant, adresse des recommandations à la Commission en vue de l'améliorer.

18.6 [réservé]

~~18.6~~ Avant le 21 mai 2015, l'Agence soumet à la Commission un rapport contenant :

- a) une analyse de l'expérience concernant l'application du présent règlement, y compris les cas dans lesquels des proposants ont appliqué volontairement la MSC avant la date d'application prévue à l'article 20 ;
- b) une analyse de l'expérience des proposants concernant les décisions relatives au niveau d'importance des changements ;
- c) une analyse des cas dans lesquels ~~1~~des règles de l'art ont été utilisées conformément à l'annexe I, point 2.3.8 ;
- d) une analyse de l'expérience en matière d'accréditation et de reconnaissance des organismes d'évaluation ;
- e) une analyse de l'efficacité globale du présent règlement.

Les autorités nationales de sécurité soutiennent l'Agence pour la collecte de ces informations.


19. ABROGATION

~~Article 19~~

La version ~~1.0~~précédente de la présente PTU, datée du ~~1<sup>er</sup> mai 2012~~1<sup>er</sup> janvier 2014, telle que modifiée en dernier lieu le 1<sup>er</sup> décembre 2016, est abrogée avec effet au 21 mai 2015 à l'entrée en vigueur de la présente PTU.

Le règlement (CE) n° 352/2009 est abrogé avec effet au 21 mai 2015.

Les références au règlement abrogé s'entendent comme faites au présent règlement.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 25 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN
			Date : 20.2.2023

Les références à la PTU abrogée s'entendent  
comme faites à la présente PTU.

## 20. APPLICATION

## ENTRÉE EN VIGUEUR ~~Article 20~~ ET APPLICATION


Aux fins des RU APTU et RU ATMF, la présente  
PTU s'applique à compter de son entrée en vigueur.

Aux fins des RU EST, la présente PTU s'applique à  
compter de l'entrée en vigueur des RU EST. La  
présente PTU s'applique à compter du 21 mai 2015.

Le présent règlement entre en vigueur le  
vingtième jour suivant celui de sa publication au  
*Journal officiel de l'Union européenne*.

Il s'applique à compter du 21 mai 2015.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses  
éléments et directement applicable dans tout État  
membre.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 26 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN
			Date : 20.2.2023

## ANNEXE I-<sup>6</sup>

### 1. PRINCIPES GÉNÉRAUX APPLICABLES AU PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

#### 1.1 Principes généraux et obligations

1.1.1 Le processus de gestion des risques commence par la définition du système évalué et comprend les activités suivantes :

- a) le processus d'appréciation des risques, qui identifie les dangers, les risques, les mesures de sécurité associées et les exigences de sécurité ~~résultantes~~ qui en résultent qui doivent être ~~remplies~~ satisfaites par le système faisant l'objet de l'évaluation ;
- b) la démonstration de la conformité du système avec les exigences de sécurité définies ; ~~et~~
- c) la gestion de tous les dangers identifiés et des mesures de sécurité associées.

Ce processus de gestion des risques est itératif. Il est décrit dans le diagramme de l'appendice. Le processus prend fin lorsqu'il est démontré que le système est conforme à toutes les exigences de sécurité nécessaires pour accepter les risques liés aux dangers identifiés.

1.1.2 Le processus de gestion des risques comporte des mesures appropriées d'assurance de la qualité et est mené par du personnel compétent. Il est évalué de façon indépendante par un ou plusieurs organismes d'évaluation.

1.1.3 Le proposant chargé du processus de gestion des risques tient un registre des dangers conformément au point 4<sup>7</sup>.

1.1.4 Les acteurs ayant déjà mis en place des méthodes ou des ~~instruments-outils~~ d'appréciation des risques peuvent continuer à les utiliser pour autant que ceux-ci soient compatibles avec les dispositions de la présente PTU

~~de la présente PTU~~

~~du présent règlement~~

et que les conditions suivantes soient remplies :

- a) les méthodes ou les outils d'appréciation des risques sont décrits dans un système de gestion de la sécurité

limité par le champ d'application des RU APTU, des RU ATMF et des RU EST ;

~~a) (réservé)<sup>8</sup>~~

~~a) les méthodes ou les instruments d'appréciation des risques sont décrits dans un système de gestion de la sécurité~~ accepté par une autorité nationale de sécurité conformément à l'article 10, paragraphe 2, point a), ou à l'article 11, paragraphe 1, point a), de la directive 2004/49/CE ; ou

- b) les méthodes ou les ~~instruments-outils~~ d'appréciation des risques sont requis par une PTU


<sup>6</sup> Lorsque le mot « point » est utilisé dans la présente annexe I, il renvoie au point de l'annexe I.

<sup>7</sup> Lorsque le mot « point » est utilisé sans autres précisions dans la présente annexe I, il renvoie au point de l'annexe I.

<sup>8</sup> La COTIF ne prescrit pas l'utilisation de systèmes de gestion de la sécurité (SGS).

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 27 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN
			Date : 20.2.2023

- ~~PTU~~ | ~~STH~~
- ou sont conformes à des normes publiques reconnues spécifiées dans des ~~règles nationales notifiées~~ spécifications techniques nationales.
- 1.1.5 Sans préjudice de la responsabilité civile conformément aux exigences juridiques des États parties, ~~États parties,~~ | ~~États membres,~~
- le processus d'appréciation des risques relève de la responsabilité du proposant. En particulier, le proposant désigne, en accord avec les acteurs concernés, ceux qui seront chargés de satisfaire aux exigences de sécurité résultant de l'appréciation des risques. Les exigences de sécurité assignées par le proposant auxdits acteurs n'excèdent pas les limites de la responsabilité et de la sphère de contrôle de ces derniers. La décision du proposant dépend du type de mesures de sécurité sélectionnées pour maîtriser les risques de façon à les maintenir à un niveau acceptable. Le respect des exigences de sécurité est démontré conformément au point 3.
- 1.1.6 La première étape du processus de gestion des risques consiste, pour le proposant, à établir un document indiquant à indiquer dans un document rédigé par le proposant les tâches des différents acteurs et leurs activités de gestion des risques. Le proposant est chargé de coordonner la collaboration à un niveau étroit entre les différents acteurs concernés, en fonction de leurs tâches respectives, dans le but de gérer les dangers et les mesures de sécurité associées.
- 1.1.7 L'évaluation de l'application correcte du processus de gestion des risques relève de la responsabilité de l'organisme d'évaluation.
- 1.2 Gestion des interfaces**
- 1.2.1 Pour chaque interface à prendre en considération pour le système qui fait l'objet de l'évaluation, et sans préjudice des spécifications applicables aux interfaces définies dans les PTU ~~PTU~~ | ~~STH~~
- pertinentes, les acteurs concernés du secteur ferroviaire ~~concernés~~ coopèrent pour identifier et gérer conjointement les dangers et les mesures de sécurité associées à appliquer à ces interfaces. La gestion des risques partagés aux interfaces est coordonnée par le proposant.
- 1.2.2 Si, pour satisfaire à une exigence de sécurité, un acteur estime qu'une mesure de sécurité qu'il ne peut mettre en œuvre lui-même est nécessaire, il s'accorde avec un autre acteur pour transférer à ce dernier la gestion du danger y afférent, conformément au processus décrit au point 4.
- 1.2.3 En ce qui concerne ~~Pour~~ le système faisant l'objet d'une évaluation, tout acteur qui découvre qu'une mesure de sécurité est non conforme ou inadéquate a la responsabilité d'en avertir le proposant, qui informe à son tour l'acteur mettant en œuvre la mesure de sécurité.
- 1.2.4 L'acteur mettant en œuvre la mesure de sécurité informe alors tous les acteurs concernés par le problème soit dans le système évalué, soit, pour autant que l'acteur en ait connaissance, dans d'autres systèmes existants qui appliquent la même mesure de sécurité.
- 1.2.5 Lorsqu'un accord ne peut être trouvé entre deux acteurs ou plus, le proposant est tenu de trouver une solution.
- 1.2.6 Lorsqu'une exigence prévue par une spécification technique nationale ~~règle nationale notifiée~~ ne peut pas être remplie par un acteur, le proposant sollicite l'avis de l'autorité compétente concernée.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 28 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN Date : 20.2.2023

1.2.7 Indépendamment de la définition du système faisant l'objet de l'évaluation, le proposant est chargé de veiller à ce que la gestion des risques couvre le système lui-même et son intégration au sein du système ferroviaire dans son ensemble.

## 2. DESCRIPTION DU PROCESSUS D'APPRÉCIATION DES RISQUES

### 2.1 Description générale

2.1.1 Le processus d'appréciation des risques est le processus global itératif qui comprend :

- a) la définition du système ;
- b) l'analyse de risque, y compris l'identification des dangers ;
- c) l'évaluation des risques.

Le processus d'appréciation des risques est appliqué en interaction avec la gestion des dangers conformément au point 4.1.

2.1.2 La définition du système couvre au moins les points suivants :

- a) l'objet du système (c'est-à-dire sa ~~destination~~ finalité) ;
- b) les fonctionnalités et, le cas échéant, les composantes du système (y compris les composantes humaines, techniques et opérationnelles) ;
- c) les limites du système, incluant les autres systèmes en interaction avec celui-ci ;
- d) les interfaces physiques (telles que les systèmes en interaction) et fonctionnelles (telles que les entrées et sorties fonctionnelles) ;
- e) l'environnement du système (par exemple, les flux énergétiques et thermiques, les chocs, les vibrations, les interférences électromagnétiques, l'exploitation opérationnelle) ;
- f) les mesures de sécurité existantes et, lorsque les itérations nécessaires ont été réalisées, l'établissement des exigences de sécurité définies par le processus d'appréciation des risques ;
- g) les hypothèses déterminant les limites de l'appréciation des risques.

2.1.3 Les dangers afférents au système défini sont identifiés conformément au point 2.2.

2.1.4 L'acceptabilité des risques du système évalué est appréciée en fonction d'au moins un des principes d'acceptation des risques suivants :


- a) l'application de règles de l'art (point 2.3) ;
- b) une comparaison avec des systèmes similaires (point 2.4) ;
- c) une estimation explicite des risques (point 2.5).

Conformément au principe visé au point 1.1.5, l'organisme d'évaluation renonce à imposer au proposant le principe d'acceptation des risques qui sera utilisé par ce dernier.

2.1.5 Le proposant démontre dans l'évaluation des risques que le principe d'acceptation des risques choisi est appliqué correctement. Il vérifie en outre que les principes sélectionnés d'acceptation des risques ~~sélectionnés~~ sont utilisés de manière cohérente.

2.1.6 L'application des principes susmentionnés d'acceptation des risques ~~susmentionnés~~ permet de définir des mesures de sécurité permettant de rendre acceptables le ou les risques présentés par le



 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 29 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN
			Date : 20.2.2023

système évalué. Parmi ces mesures de sécurité, celles sélectionnées pour maîtriser le ou les risques deviennent les exigences de sécurité que doit respecter le système. Le respect desdites exigences est démontré conformément au point 3.

- 2.1.7 Le processus itératif d'appréciation des risques est considéré comme achevé lorsqu'il a été démontré que toutes les exigences de sécurité sont satisfaites et qu'aucun autre danger raisonnablement prévisible n'est à prendre en considération.

## 2.2 Identification des dangers

- 2.2.1 Le proposant identifie systématiquement, ~~grâce~~ en faisant appel à la vaste expertise d'une équipe compétente, tous les dangers raisonnablement prévisibles pour l'ensemble du système évalué, pour ses fonctions, le cas échéant, et pour ses interfaces.

Tous les dangers identifiés sont portés au registre des dangers conformément au point 4.

- 2.2.2 Afin de concentrer l'appréciation des risques sur les risques principaux, les dangers sont classés conformément à l'estimation du risque qu'ils représentent. Si tel est l'avis d'un expert, il n'est pas nécessaire d'analyser davantage les dangers associés à un risque largement acceptable, mais ces derniers doivent être portés au registre des dangers. Leur classification est justifiée de façon à permettre à un organisme d'évaluation de procéder à une évaluation indépendante.

- 2.2.3 Il est possible d'appliquer le critère selon lequel les risques résultant de dangers peuvent être classés comme largement acceptables lorsque le risque est si faible qu'il n'y a aucune raison de mettre en œuvre des mesures de sécurité supplémentaires. Pour rendre son avis, l'expert tient compte du fait que la part de tous les risques largement acceptables ne doit pas dépasser une proportion déterminée du risque global.

- 2.2.4 Au cours de l'identification des dangers, des mesures de sécurité peuvent être définies. Elles sont portées au registre des dangers conformément au point 4.

- 2.2.5 L'identification des dangers ne doit être effectuée qu'au niveau de détail nécessaire pour déterminer les points où des mesures de sécurité sont requises afin de maîtriser les risques conformément à l'un des principes d'acceptation des risques visés au point 2.1.4. Il peut être nécessaire de procéder à des itérations entre les phases d'analyse de risque et d'évaluation des risques, jusqu'à ce qu'un niveau de détail suffisant soit atteint pour permettre l'identification des dangers.

- 2.2.6 Lorsque des règles de l'art ou un système de référence sont utilisés pour maîtriser le risque, l'identification des dangers peut être limitée à :

- a) la vérification de la pertinence des règles de l'art ou du système de référence ;
- b) le repérage des écarts par rapport aux règles de l'art ou au système de référence.

## 2.3 Utilisation des règles de l'art et évaluation des risques


- 2.3.1 Le proposant évalue, avec l'aide des autres acteurs concernés, si un, plusieurs ou l'ensemble des dangers sont adéquatement couverts par l'application des règles de l'art correspondantes.

- 2.3.2 Les règles de l'art répondent au minimum aux exigences suivantes :

- a) elles sont largement reconnues dans le domaine ferroviaire. Si tel n'est pas le cas, les règles de l'art doivent être justifiées et être considérées comme acceptables par l'organisme d'évaluation ;



- b) elles sont pertinentes pour la maîtrise des dangers pris en compte dans le système évalué. ~~L~~<sub>5</sub> l'application réussie des règles de l'art dans des cas similaires pour gérer des changements et maîtriser efficacement les dangers identifiés d'un système au sens [de la présente PTU](#) ~~de la présente PTU~~ | ~~du présent règlement~~ suffit pour considérer qu'elles sont pertinentes ;
- c) sur demande, elles doivent être mises à la disposition des organismes d'évaluation pour que ces derniers évaluent si le processus de gestion des risques a été convenablement appliqué et si ses résultats sont corrects, ou, le cas échéant, procèdent à la reconnaissance mutuelle de ces situations, conformément [au point 15.5 de la présente PTU](#). ~~au point 15.5.~~ | ~~à l'article 15, paragraphe 5.~~
- 2.3.3 Lorsque la conformité avec les PTU est requise | la directive 2008/57/CE requiert la conformité avec les STI et que [la PTU](#) | ~~la STI~~ applicable n'impose pas le processus d'appréciation des risques établi par [la présente PTU, les PTU](#) | ~~la présente PTU, les PTU~~ | ~~le présent règlement, les STI~~ peuvent être considérées comme des règles de l'art pour la maîtrise des dangers, à condition que l'exigence [du point 2.3.2 b\)](#) | ~~à la lettre b) du point 2.3.2~~ | ~~du point 2.3.2 b)~~ soit satisfaite.
- 2.3.4 Les règles nationales notifiées conformément à l'article 12 des [RU APTU](#) | l'article 8 de la directive 2004/49/CE et à l'article 17, paragraphe 3, de la directive 2008/57/CE peuvent être considérées comme des règles de l'art à condition que les exigences du point 2.3.2 soient remplies.
- 2.3.5 Si un ou plusieurs dangers sont maîtrisés par l'application des règles de l'art conformes aux exigences du point 2.3.2, les risques liés à ces dangers sont considérés comme acceptables. Cela signifie :
- a) qu'il n'est pas nécessaire d'analyser davantage ces risques ;
- b) que les règles de l'art utilisées doivent être inscrites dans le registre des dangers en tant qu'exigences de sécurité pour les dangers concernés.
- 2.3.6 Lorsqu'une approche différente est suivie et qu'elle n'est pas pleinement conforme à des règles de l'art, le proposant démontre qu'elle aboutit au moins au même niveau de sécurité.
- 2.3.7 Si le risque lié à un danger spécifique ne peut pas être rendu acceptable par l'application ~~des~~ règles de l'art, des mesures de sécurité supplémentaires sont définies en appliquant l'un des deux autres principes d'acceptation des risques.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 31 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN Date : 20.2.2023

- 2.3.8 Lorsque tous les dangers sont maîtrisés par l'application des règles de l'art, le processus de gestion des risques peut être limité à :
- a) l'identification des dangers conformément au point 2.2.6 ;
  - b) l'inscription des règles de l'art utilisées dans le registre des dangers conformément au point 2.3.5 ;
  - c) la documentation relative à l'application du processus de gestion des risques conformément au point 5 ;
  - d) une évaluation indépendante conformément [au chapitre 6 de la présente PTU.](#)

~~au point 6.~~

~~à l'article 6.~~

## 2.4 Utilisation du système de référence et évaluation des risques

2.4.1 Le proposant examine, avec l'aide des autres acteurs concernés, si l'un, plusieurs ou l'ensemble des dangers sont couverts adéquatement par un système similaire qui pourrait servir de système de référence.

2.4.2 Tout système de référence remplit au moins les exigences suivantes :

- a) il a déjà été prouvé lors de son utilisation qu'il présente un niveau de sécurité acceptable, et il pourrait donc encore être accepté dans [l'État partie](#)

~~l'État partie~~

~~l'État membre~~

où le changement doit être introduit ;


- b) ses fonctions et ses interfaces sont semblables à celles du système évalué ;
- c) il est utilisé dans des conditions opérationnelles semblables à celles du système évalué ;
- d) il est utilisé dans des conditions environnementales semblables à celles du système évalué.

2.4.3 Si un système de référence satisfait aux exigences énumérées au point 2.4.2, alors, en ce qui concerne le système faisant l'objet d'une évaluation :

- a) les risques liés aux dangers couverts par le système de référence sont considérés comme acceptables ;
- b) les exigences de sécurité relatives aux dangers couverts par le système de référence peuvent être tirées des analyses de sécurité ou d'une évaluation ~~des registres~~ des performances de sécurité du système de référence ;
- c) ces exigences de sécurité sont portées au registre des dangers en tant qu'exigences de sécurité pour les dangers concernés.

2.4.4 Si le système évalué s'écarte du système de référence, l'évaluation des risques doit démontrer que le système évalué atteint au moins le même niveau de sécurité que le système de référence, à l'aide d'un autre système de référence ou de l'un des deux autres principes d'acceptation des risques. Les risques liés aux dangers couverts par le système de référence sont, dans ce cas, considérés comme acceptables.

2.4.5 S'il ne peut pas être démontré qu'un niveau de sécurité au moins équivalent à celui du système de référence est atteint, des mesures de sécurité supplémentaires sont définies pour les écarts constatés, à l'aide de l'un des deux autres principes d'acceptation des risques.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 32 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN
			Date : 20.2.2023

## 2.5 Estimation et évaluation explicites des risques

2.5.1 Si les dangers ne sont pas couverts par l'un des deux principes d'acceptation des risques fixés aux points 2.3 et 2.4, l'acceptabilité des risques est démontrée par l'estimation et l'évaluation explicites des risques. Les risques liés à ces dangers sont estimés quantitativement ou qualitativement, ou au besoin quantitativement et qualitativement, compte tenu des mesures de sécurité existantes.

2.5.2 L'acceptabilité des risques estimés est évaluée au moyen de critères d'acceptation des risques tirés de la

~~règlementation~~-COTIF

législation de l'Union

ou des ~~règles nationales notifiées~~ spécifications techniques nationales, ou fondés sur certaines de leurs exigences. En fonction des critères d'acceptation des risques, l'acceptabilité du risque peut être évaluée soit séparément pour chaque danger associé, soit pour la combinaison de tous les dangers pris en compte dans l'estimation explicite des risques.

Si le risque estimé n'est pas acceptable, des mesures de sécurité supplémentaires sont définies et mises en œuvre afin de ramener le risque à un niveau acceptable.

2.5.3 Si le risque associé à un danger ou à une combinaison de dangers est considéré comme acceptable, les mesures de sécurité définies sont inscrites dans le registre des dangers.

2.5.4 Le proposant n'est pas tenu d'effectuer une estimation explicite des risques supplémentaire pour les risques qui sont déjà considérés comme acceptables en raison du recours à des ~~codes de pratique~~ règles de l'art ou à des systèmes de référence.

2.5.5 Sans préjudice des points 2.5.1 et 2.5.4, lorsque les dangers résultent de défaillances de fonctions d'un système technique, on applique à ces défaillances les objectifs de conception harmonisés suivants :

- a) lorsqu'une défaillance présente un potentiel crédible d'être directement à l'origine d'un accident catastrophique, il n'est pas nécessaire de réduire davantage le risque associé s'il a été établi que la défaillance de la fonction est hautement improbable ;
- b) lorsqu'une défaillance présente un potentiel crédible d'être directement à l'origine d'un accident critique, il n'est pas nécessaire de réduire davantage le risque associé s'il a été établi que la défaillance de la fonction est improbable.

Le choix entre la définition 23) et la définition 35) dépend de la conséquence dangereuse la plus crédible de la défaillance.

2.5.6 Sans préjudice des points 2.5.1 et 2.5.4, les objectifs de conception harmonisés énoncés au point 2.5.5 sont utilisés pour la conception des systèmes techniques électriques, électroniques et électroniques programmables. Ces objectifs de conception sont les plus stricts que l'on puisse exiger aux fins de la reconnaissance mutuelle.


Ils ne sont utilisés ni comme objectifs quantitatifs généraux pour l'ensemble du système ferroviaire d'un État partie,

~~d'un État partie,~~

~~d'un État membre,~~

ni pour la conception de systèmes techniques purement mécaniques.

Pour les systèmes techniques mixtes, comprenant à la fois une composante purement mécanique et une composante électrique, électronique et électronique programmable, l'identification des dangers

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 33 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN
			Date : 20.2.2023

est effectuée conformément au point 2.2.5. Les dangers liés à la composante purement mécanique ne sont pas maîtrisés à l'aide des objectifs de conception harmonisés définis au point 2.5.5.

2.5.7 Le risque lié aux défaillances de fonctions de systèmes techniques visées au point 2.5.5 est considéré comme acceptable si les conditions suivantes sont également remplies :

- a) la conformité avec les objectifs de conception harmonisés qui s'appliquent a été démontrée ;
- b) les défaillances et pannes systématiques associées sont maîtrisées conformément aux procédures de sécurité et de qualité, proportionnellement à l'objectif de conception harmonisé applicable au système technique évalué et défini dans les normes pertinentes communément reconnues ;
- c) les conditions d'application pour une intégration sans danger, dans le système ferroviaire, du système technique évalué sont répertoriées et inscrites dans le registre des dangers conformément au point 4. Conformément au point 1.2.2, ces conditions d'application sont transférées à l'acteur chargé de démontrer la sûreté de l'intégration.

2.5.8 Les définitions spécifiques suivantes s'appliquent aux objectifs quantitatifs de conception harmonisés des systèmes techniques :

- a) le terme « directement » signifie que la défaillance de la fonction a le potentiel d'aboutir au type d'accident visé au point 2.5.5, sans que d'autres défaillances doivent nécessairement se produire ;
- b) le terme « potentiel » signifie que la défaillance de la fonction peut aboutir au type d'accident visé au point 2.5.5.

2.5.9 Lorsque la défaillance d'une fonction du système technique évalué n'aboutit pas directement au risque considéré, l'application d'objectifs de conception moins stricts est autorisée à condition que le proposant puisse démontrer que l'utilisation de dispositifs de sécurité, tels que définis [à l'article au chapitre 3, point-chiffre 34](#)), permet d'assurer le même niveau de sécurité.

2.5.10 Sans préjudice

de l'article 12 des [RU APTU](#),

de la procédure énoncée à l'article 8 de la directive 2004/49/CE ou à l'article 17, paragraphe 3, de la directive 2008/57/CE du Parlement européen et du Conseil<sup>9</sup>,

un objectif de conception plus strict que les objectifs de conception harmonisés définis au point 2.5.5 peut être requis, via une ~~règle nationale notifiée~~ [spécification technique nationale](#), pour le système technique évalué, de façon à maintenir le niveau de sécurité existant dans [l'État partie concerné](#).

~~l'État partie concerné.~~


~~l'État membre concerné.~~

Dans le cas des

admissions techniques de véhicules supplémentaires, l'article 6 des [RU ATMF](#) s'applique.

autorisations supplémentaires de mise en service de véhicules, les procédures prévues aux articles 23 et 25 de la directive 2008/57/CE s'appliquent.

<sup>9</sup> Directive 2008/57/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté (JO L 191 du 18.7.2008, p. 1).

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 34 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN Date : 20.2.2023

2.5.11 Lorsqu'un système technique est conçu sur la base des exigences fixées au point 2.5.5, le principe de reconnaissance mutuelle s'applique conformément [au point 15.5 de la présente PTU.](#)

~~au point 15.5 de la présente PTU.~~

~~à l'article 15, paragraphe 5.~~

Toutefois, si le proposant peut démontrer, pour un danger donné, que le niveau de sécurité existant dans l'État ~~membre-partie~~ où le système est appliqué peut être maintenu avec un objectif de conception moins strict que l'objectif de conception harmonisé, cet objectif moins strict peut être utilisé à la place de l'objectif de conception harmonisé.

2.5.12 L'estimation et l'évaluation explicites des risques satisfont au moins aux exigences suivantes :

- a) les méthodes utilisées pour l'estimation explicite des risques reflètent correctement le système évalué et ses paramètres (y compris tous les modes opérationnels) ;
- b) les résultats sont suffisamment précis pour fournir une base solide à la prise de décision. Des modifications légères dans les hypothèses de base ou les prérequis n'aboutissent pas à des exigences sensiblement différentes.

### 3. DÉMONSTRATION DE LA CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DE SÉCURITÉ

3.1 Préalablement à l'acceptation de la sécurité du changement, il est démontré, sous le contrôle du proposant, que les exigences de sécurité résultant de la phase d'appréciation des risques sont satisfaites.

3.1 Cette démonstration est effectuée par chacun des acteurs tenus de satisfaire aux exigences de sécurité en vertu du point 1.1.5.

3.1 L'approche choisie pour démontrer le respect des exigences de sécurité ainsi que la démonstration elle-même sont évaluées indépendamment par un organisme d'évaluation.

3.1 Toute inadéquation des mesures de sécurité destinées à assurer le respect des exigences de sécurité ou tout danger découvert au cours de la démonstration de la conformité avec les exigences de sécurité imposent au proposant de procéder une nouvelle fois à l'appréciation et à l'évaluation des risques associés, conformément au point 2. Les nouveaux dangers sont portés au registre des dangers conformément au point 4.

### 4. GESTION DES DANGERS


#### 4.1 Processus de gestion des dangers

4.1.1 Durant les phases de conception et de mise en œuvre, le proposant établit ou met à jour (lorsqu'ils existent déjà) un ou plusieurs registres des dangers, jusqu'à ce que le changement soit accepté ou que le rapport d'évaluation de la sécurité soit remis. Le registre des dangers fait état de l'avancement de la surveillance des risques liés aux dangers identifiés. Une fois le système accepté et mis en service, le gestionnaire de l'infrastructure ou l'entreprise ferroviaire chargé(e) de l'exploitation du système évalué continue de mettre à jour le registre des dangers [en tant que partie intégrante de son système de gestion de la sécurité.](#)

-

~~en tant que partie intégrante de son système de gestion de la sécurité.~~

4.1.2 Le registre des dangers comporte tous les dangers identifiés, ainsi que toutes les mesures de sécurité et les hypothèses systémiques associées à ceux-ci, qui ont été définies au cours du processus

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 35 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN
			Date : 20.2.2023

d'appréciation des risques. Il contient une référence claire à l'origine des dangers et aux principes d'acceptation des risques sélectionnés, et il désigne clairement l'acteur ou les acteurs chargés de la maîtrise de chacun des dangers.

#### 4.2 Échange d'informations

Tous les dangers qui ne peuvent pas être maîtrisés et toutes les exigences de sécurité associées qui ne peuvent pas être satisfaites par un seul acteur sont communiqués à un autre acteur **compétent concerné** dans le but de trouver conjointement une solution adéquate. Les dangers inscrits dans le registre des dangers de l'acteur qui les transfère ne sont considérés comme maîtrisés que lorsque l'évaluation des risques liés à ces dangers est effectuée par l'autre acteur et que la solution est approuvée par tous les acteurs concernés.

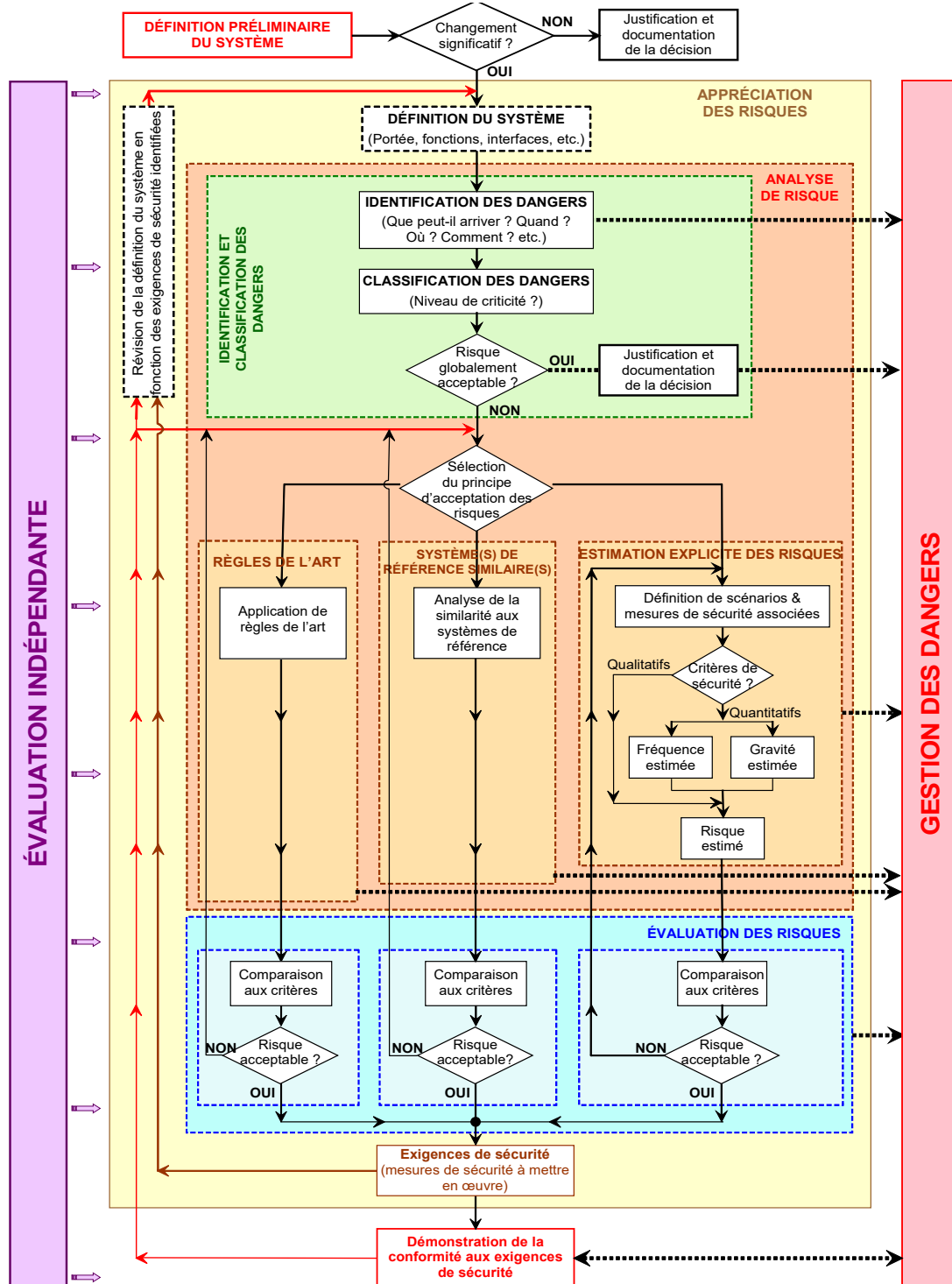
### 5. PREUVE DE L'APPLICATION DU PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

- 5.1 Le processus de gestion des risques utilisé pour évaluer les niveaux de sécurité et la conformité avec les exigences de sécurité est documenté par le proposant de manière à ce qu'un organisme d'évaluation puisse accéder à toutes les preuves nécessaires démontrant l'application correcte du processus de gestion des risques et la fiabilité de ses résultats.
- 5.2 La documentation établie par le proposant conformément au point 5.1 comporte au minimum :
- une description de l'organisation et des experts désignés pour mener à bien le processus d'appréciation des risques ;
  - les résultats des différentes phases de l'appréciation des risques et une liste de toutes les exigences de sécurité à satisfaire pour maîtriser les risques de façon à les maintenir à un niveau acceptable ;
  - la preuve de la conformité avec toutes les exigences de sécurité requises ;
  - toutes les hypothèses pertinentes pour l'intégration, l'exploitation et l'entretien du système qui ont été formulées lors de la définition et de la conception du système et lors de l'appréciation des risques présentés par celui-ci.
- 5.3 L'organisme d'évaluation présente ses conclusions dans un rapport d'évaluation de la sécurité, tel que défini à l'annexe III.




Appendice

Processus de gestion des risques et évaluation indépendante





 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 37 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN
			Date : 20.2.2023


## ANNEXE II

### CRITÈRES D'ACCREDITATION OU DE RECONNAISSANCE DE L'ORGANISME D'ÉVALUATION

1. L'organisme d'évaluation satisfait à toutes les exigences de la norme ISO/IEC 17020:2012 et de ses modifications ultérieures. Il exerce son jugement professionnel dans le cadre des travaux d'inspection définis dans ladite norme. Il satisfait à la fois aux critères de compétence et d'indépendance généraux prévus dans ladite norme et aux critères de compétence spécifiques suivants :
  - a) compétences en matière de gestion des risques : connaissances et expérience relatives aux techniques standards d'analyse de la sécurité et aux normes applicables ;
  - b) toutes les compétences utiles pour évaluer les parties du système ferroviaire affectées par le changement ;
  - c) compétences en matière d'application correcte des systèmes de gestion de la sécurité et de la qualité ou en matière de systèmes de gestion d'audits.
  
2. Par analogie
 

avec la PTU GEN-D et la PTU GEN-E <sub>x</sub>	avec l'article 28 de la directive 2008/57/CE
<b>concernant</b>	
<b>les organismes d'évaluation</b>	<u>concernant</u> la notification des organismes notifiés,

l'organisme d'évaluation est accrédité ou reconnu pour les différents domaines de compétence afférents au système ferroviaire ou aux parties de celui-ci concernées par une exigence essentielle de sécurité, y compris le domaine de compétence relatif à l'exploitation et à l'entretien du système ferroviaire.
  
3. L'organisme d'évaluation est accrédité ou reconnu pour évaluer la cohérence globale de la gestion des risques et la sécurité de l'intégration du système évalué au sein du système ferroviaire dans son ensemble. À cette fin, l'organisme d'évaluation dispose des compétences nécessaires pour contrôler les éléments suivants :
  - a) l'organisation, c'est-à-dire les dispositions nécessaires pour mettre en œuvre une approche coordonnée assurant la sécurité du système sur la base d'une compréhension et d'une application uniformes des mesures de maîtrise des risques applicables aux sous-systèmes ;
  - b) la méthodologie, c'est-à-dire l'évaluation des méthodes et des ressources mises en œuvre par différentes parties intéressées pour assurer la sécurité au niveau du sous-système et du système ; ~~et~~
  - c) les aspects techniques nécessaires pour évaluer la pertinence et l'exhaustivité des appréciations des risques et le niveau de sécurité du système dans son ensemble.
  
4. L'organisme d'évaluation peut être accrédité ou reconnu pour un, plusieurs ou l'ensemble des domaines de compétence visés aux points 2 et 3.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 38 sur 38
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe I	Original : EN
			Date : 20.2.2023

### ANNEXE III

#### RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ PRÉSENTÉ PAR L'ORGANISME D'ÉVALUATION

1. Le rapport d'évaluation de la sécurité présenté par l'organisme d'évaluation contient au minimum les informations suivantes :
  - a) l'identification de l'organisme d'évaluation ;
  - b) le plan de l'évaluation indépendante ;
  - c) la définition de la portée de l'évaluation indépendante et de ses limites ;
  - d) les résultats de l'évaluation indépendante, notamment :
    - 1) des informations détaillées sur les activités d'évaluation indépendante réalisées pour contrôler la conformité avec les dispositions de la présente PTU,  
~~de la présente PTU ;~~ | ~~du présent règlement ;~~
    - 2) tous les cas recensés de non-conformité avec les dispositions de la présente PTU  
~~de la présente PTU~~ | ~~du présent règlement~~  
et les recommandations de l'organisme d'évaluation ;
  - e) les conclusions de l'évaluation indépendante.



Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires

Zwischenstaatliche Organisation für den internationalen Eisenbahnverkehr

Intergovernmental Organisation for International Carriage by Rail


TECH-23006-CTE15-6.2 Annexe 2

# **Prescription technique uniforme**

Méthode de  
sécurité commune  
pour l'évaluation et  
l'appréciation des risques

## **PTU GEN-G**

Applicable à compter du

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 2 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

## Règles uniformes APTU (Appendice F à la COTIF 1999)

### Prescription technique uniforme

### Dispositions générales

### Méthode de sécurité commune pour l'évaluation et l'appréciation des risques

### (PTU GEN-G)

La présente PTU a été élaborée conformément à la COTIF dans sa version du 1<sup>er</sup> mars 2019 et en particulier aux articles 3, 4, 6, 7, 7a et 8 des Règles uniformes APTU (appendice F à la COTIF).

Pour les définitions, voir également l'article 2 des Règles uniformes APTU (appendice F à la COTIF), l'article 2 des Règles uniformes ATMF (appendice G à la COTIF) et l'article 2 des Règles uniformes EST (appendice H à la COTIF).

Les notes de bas de page ne font pas partie des dispositions juridiques. Elles comportent des explications ainsi que des références à d'autres règlements.


#### 0. ÉQUIVALENCE

À la suite de leur adoption par la Commission d'experts techniques, les prescriptions de l'OTIF incluses dans le présent document sont déclarées équivalentes, au sens de l'article 13 des Règles uniformes (RU) APTU et de l'article 3a des RU ATMF, à la réglementation correspondante de l'Union européenne (UE), en particulier :

- au règlement d'exécution (UE) n° 402/2013 de la Commission du 30 avril 2013, tel que modifié par le règlement d'exécution (UE) 2015/1136 de la Commission du 13 juillet 2015.

Les objectifs et le champ d'application de la COTIF et du droit de l'UE pour les chemins de fer ne sont pas les mêmes ; il s'avère donc nécessaire d'employer des termes différents pour des concepts dont le sens est similaire mais pas identique. Le tableau suivant liste les termes utilisés dans la présente PTU et les termes correspondants dans la STI pertinente :

Présente PTU	Droit de l'UE
la présente PTU	le présent règlement
État partie	État membre

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 3 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

autorité compétente	autorité nationale de sécurité
spécification technique nationale	règle nationale notifiée

Lorsque les dispositions de la présente PTU et du règlement de l'UE diffèrent sur le fond, leurs textes respectifs apparaissent dans deux colonnes. Le texte de la PTU (réglementation de l'OTIF) apparaît dans la colonne de gauche ou sur toute la largeur de la page, tandis que la colonne de droite est réservée aux textes de l'Union européenne<sup>1</sup>. Les textes dans la colonne de droite sont donnés à titre purement informatif. Pour le droit de l'UE, voir le Journal officiel de l'Union européenne.

Lorsque les différences entre la présente PTU et les textes de l'UE sont rédactionnelles, non substantielles, ou concernent la liste des termes ci-dessus, les textes de l'UE ne sont généralement pas reproduits. Ils peuvent toutefois l'être à des fins de clarté et de lisibilité.

## 1. OBJET

1.1 La présente PTU établit une méthode de sécurité commune (MSC) révisée pour l'évaluation et l'appréciation des risques

pour la sécurité des sous-systèmes et de leur intégration dans leur environnement dans les limites des RU APTU et RU ATMF, ainsi que les risques devant être gérés par les acteurs dans les limites des RU EST.


visée à l'article 6, paragraphe 3, point a), de la directive 2004/49/CE.

1.2 La présente PTU opère l'harmonisation :

Le présent règlement facilite l'accès au marché des services de transport ferroviaire par l'harmonisation :

- a) des processus de gestion des risques utilisés pour évaluer l'incidence des changements sur les niveaux de sécurité et la conformité avec les exigences de sécurité ;
- b) des échanges d'informations pertinentes pour la sécurité entre les différents acteurs du secteur ferroviaire afin de gérer la sécurité de manière globale au niveau des différentes interfaces qui existent dans ce secteur ;
- c) des résultats tangibles obtenus par l'application des processus de gestion des risques.

<sup>1</sup> Dans plusieurs cas, il est fait référence dans la colonne de droite à des directives et autres actes de l'UE qui ont été abrogés et remplacés par de nouvelles versions. Ces références aux directives et autres actes abrogés de l'UE doivent être comprises comme des références aux nouvelles versions et lues selon le tableau de correspondance inclus dans les nouvelles versions.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 4 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

## 2. CHAMP D'APPLICATION

2.1 La présente PTU s'applique au proposant tel que défini au chapitre 3, chiffre 11), lorsqu'il apporte des changements

pouvant avoir des incidences sur les produits et activités qui entrent, partiellement ou intégralement, dans le champ d'application<sup>2</sup> des RU APTU, ATMF et EST, y compris :

- les activités des organisations ayant des responsabilités liées à la sécurité, comme les activités du détenteur, l'entretien et l'exploitation de véhicules ou de trains en trafic international ;
- les véhicules ferroviaires destinés à être utilisés en trafic international ;
- les procédures et activités concernant l'entretien et l'utilisation de ces véhicules.

au système ferroviaire d'un État membre.

Ces changements peuvent être de nature technique, opérationnelle ou organisationnelle. En ce qui concerne les changements organisationnels, seuls ceux susceptibles d'avoir une incidence sur les processus d'exploitation ou d'entretien sont pris en compte conformément aux règles du chapitre 4

2.2 Lorsque, sur la base d'une évaluation fondée sur les critères fixés au point 4.2, lettres a) à f) :

- a) le changement est considéré comme significatif, le processus de gestion des risques établi dans le chapitre 5 est appliqué ;
- b) le changement n'est pas considéré comme significatif, il suffit de conserver la documentation appropriée pour justifier la décision.

2.3 La présente PTU s'applique également aux sous-systèmes de nature structurelle

entrant dans le champ d'application des RU ATMF, | couverts par la directive 2008/57/CE :  
dans les situations suivantes :

- a) si une appréciation des risques est requise par la PTU applicable. Dans ce cas, la PTU applicable précise, le cas échéant, quelles parties de la présente PTU s'appliquent ;
- b) si le changement est significatif au sens du point 4.2, auquel cas le processus de gestion des risques établi dans le chapitre 5 est appliqué

afin de garantir l'intégration en sécurité du sous-système de nature structurelle dans le système ferroviaire dans lequel il est destiné à être utilisé.

dans le cadre de la mise en service des sous-systèmes de nature structurelle afin de garantir leur intégration en sécurité dans un système existant, en vertu de l'article 15, paragraphe 1, de la directive 2008/57/CE.

<sup>2</sup> La PTU Infrastructure définit dans quelle mesure le sous-système « Infrastructure » appartient au champ d'application des RU APTU et ATMF. L'importance des changements apportés à l'infrastructure doit être évaluée, comme prévu au point 2.2, pour ce qui est des éléments relevant du champ d'application de la PTU Infrastructure. Les changements apportés à des éléments en dehors du champ d'application de la PTU Infrastructure sont régis par les règles applicables dans l'État concerné.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 5 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

2.4 L'application de la présente PTU dans le cas visé au point 2.3, lettre b), ci-dessus ne doit pas aboutir à des exigences contraires à celles établies par les PTU applicables.

Si l'application de la présente PTU révèle une lacune en matière de sécurité dans d'autres PTU, cette lacune est considérée comme une incompatibilité entre les PTU.

Néanmoins, si de telles incompatibilités se produisent, le proposant en informe l'État partie concerné, qui peut alors décider de demander une révision de la PTU conformément à

l'article 8a des RU APTU.

La permission de ne pas appliquer tout ou partie des dispositions de la ou des PTU applicables à un sous-système structurel ou à une partie de celui-ci est régie par les règles de dérogation établies à l'annexe B aux RU ATMF.

l'article 6, paragraphe 2, ou à l'article 7 de la directive 2008/57/CE, ou une dérogation conformément à l'article 9, paragraphe 2, de ladite directive.

2.5 [réservé]

Les systèmes ferroviaires exclus du champ d'application de la directive 2004/49/CE conformément à son article 2, paragraphe 2, sont également exclus du champ d'application du présent règlement.

2.6 Les dispositions

de la PTU GEN-G, document A 94-01G/1.2012, version 01, datée du 1<sup>er</sup> mai 2012,

du règlement (CE) n° 352/2009

continuent de s'appliquer aux projets qui se trouvent,

à la date d'entrée en vigueur de la présente PTU,

à la date d'application du présent règlement,

à un stade avancé de développement

au sens de l'article 2, lettre b), des RU APTU.

au sens de l'article 2, point t), de la directive 2008/57/CE.

### 3. DÉFINITIONS

Aux fins de la présente PTU, les définitions figurant à l'article 2 des RU ATMF et à l'article 2 des RU APTU

à l'article 3 de la directive 2004/49/CE

s'appliquent.

En outre, on entend par :

- 1) « risque », la fréquence d'occurrence d'accidents et d'incidents causant un dommage (dû à un danger) et le degré de gravité de ce dommage ;
- 2) « analyse de risque », l'utilisation systématique de toutes les informations disponibles pour identifier les dangers et estimer le risque ;

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 6 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

- 3) « évaluation des risques », une procédure fondée sur l'analyse de risque pour déterminer si un niveau de risque acceptable a été atteint ;
- 4) « appréciation des risques », le processus global comprenant une analyse de risque et une évaluation des risques ;
- 5) « sécurité », l'absence de risque inacceptable de dommage ;
- 6) « gestion des risques », l'application systématique de politiques, procédures et méthodes de gestion aux tâches d'analyse, d'évaluation et de contrôle des risques ;
- 7) « interfaces », tous les points d'interaction au cours du cycle de vie d'un système ou sous-système, y compris l'exploitation et l'entretien, où différents acteurs du secteur ferroviaire collaborent pour gérer les risques ;
- 8) « acteurs », toutes les parties qui participent, directement ou par des accords contractuels, à l'application de la présente PTU ;
- 9) « exigences de sécurité », les caractéristiques de sécurité (qualitatives ou quantitatives, ou, au besoin, qualitatives et quantitatives) devant être observées dans la conception, l'exploitation (y compris les règles d'exploitation) et l'entretien d'un système pour que les objectifs de sécurité établis par la législation ou l'entreprise soient atteints ;
- 10) « mesures de sécurité », une série de mesures permettant de réduire la fréquence d'occurrence d'un danger ou d'en atténuer les conséquences afin d'atteindre et/ou de maintenir un niveau de risque acceptable ;
- 11) « proposant »,
  - a) une entreprise ferroviaire ou un gestionnaire de l'infrastructure qui met en œuvre des mesures de maîtrise des risques conformément
 

aux réglementations nationales, régionales ou internationales, dans la mesure où celles-ci rendent les entreprises ferroviaires et les gestionnaires d'infrastructure responsables de l'exploitation en sécurité du système ferroviaire et du contrôle des risques qui lui sont associés et les obligent à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour le contrôle des risques, le cas échéant en coopérant les uns avec les autres afin d'appliquer les règles et normes de sécurité et d'établir des systèmes de gestion de la sécurité,	à l'article 4 de la directive 2004/49/CE, ou
---	--
  - b) une entité chargée de l'entretien qui met en œuvre des mesures conformément
 


à l'article 15 des RU ATMF et à l'annexe A aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien),	à l'article 14 <i>bis</i> , paragraphe 3, de la directive 2004/49/CE, ou
--	--
  - c) une entité adjudicatrice ou un constructeur qui demande
 

l'évaluation d'un sous-système structurel conformément à la PTU GEN-D à un	l'application de la procédure de vérification « CE » à un organisme notifié conformément à l'article 18, paragraphe 1, de la directive 2008/57/CE, ou à un organisme désigné
--	--



 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 7 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

- organisme d'évaluation au sens de l'article 5 des RU ATMF, conformément à l'article 17, paragraphe 3, de ladite directive,
- d) le demandeur
- de l'admission technique de sous-systèmes de nature structurelle ; d'une autorisation de mise en service de sous-systèmes de nature structurelle ;
- 12) « rapport d'évaluation de la sécurité », le document contenant les conclusions de l'évaluation du système concerné effectuée par un organisme d'évaluation ;
- 13) « danger », une circonstance pouvant mener à un accident ;
- 14) « organisme d'évaluation », la personne, l'organisation ou l'entité indépendante et compétente, externe ou interne, qui procède à des investigations pour formuler un jugement fondé sur des preuves au sujet de l'aptitude d'un système à respecter les exigences de sécurité qu'il doit satisfaire ;
- 15) « critère d'acceptation des risques », les éléments au regard desquels l'acceptabilité d'un risque particulier est évaluée ; ces critères sont utilisés pour déterminer si le niveau d'un risque est suffisamment bas pour qu'il ne soit pas nécessaire de prendre des mesures immédiates pour le réduire davantage ;
- 16) « registre des dangers », le document dans lequel sont consignés et référencés les dangers identifiés et les mesures y afférentes, l'origine des dangers et les coordonnées de l'organisation qui doit les gérer ;
- 17) « identification des dangers », le processus consistant à détecter, à inventorier et à caractériser les dangers ;
- 18) « principe d'acceptation des risques », les règles utilisées pour déterminer si le risque lié à un ou plusieurs dangers particuliers est acceptable ou non ;
- 19) « règles de l'art », un ensemble de règles écrites qui, si elles sont appliquées correctement, peuvent être utilisées pour maîtriser un ou plusieurs dangers particuliers ;
- 20) « système de référence », un système dont l'usage a prouvé qu'il présente un niveau de sécurité acceptable et par rapport auquel il est possible d'évaluer, par comparaison, l'acceptabilité des risques présentés par un système en cours d'évaluation ;
- 21) « estimation des risques », le processus qui est utilisé pour aboutir à une mesure du niveau des risques analysés et qui comprend les étapes suivantes : estimation de la fréquence, analyse des conséquences et intégration des informations y afférentes ;
- 22) « système technique », un produit ou un ensemble de produits, y compris la conception, la mise en œuvre et la documentation ; le développement d'un système technique débute par la spécification de ses exigences et se termine par son acceptation; bien que la conception des interfaces pertinentes avec le comportement humain soit prise en considération, les opérateurs humains et leurs actions ne font pas partie du système technique ; le processus d'entretien est décrit dans les manuels d'entretien mais ne fait pas en tant que tel partie du système technique.
- 23) « accident catastrophique », un accident touchant généralement un grand nombre de personnes et entraînant de multiples décès ;
- 24) « acceptation de la sécurité », le statut donné par le proposant au changement sur la base du rapport d'évaluation de la sécurité fourni par l'organisme d'évaluation ;
- 25) « système », toute partie du système ferroviaire  
(ressortissant à la présente PTU)

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 8 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

qui fait l'objet d'un changement, qu'il soit de nature technique, opérationnelle ou organisationnelle ;

- |   |  |
|---|--|
| <p>26) « spécification technique nationale », toute règle nationale notifiée par un État partie en vertu de l'article 12 des RU APTU ;</p>  | <p>« règle nationale notifiée », toute règle nationale notifiée par les États membres en vertu de la directives 96/48/CE du Conseil ou, de la directive 2001/16/CE du Parlement européen et du Conseil, et des directives 2004/49/CE et 2008/57/CE ;</p> |
| <p>27) « organisme de certification », l'organisme de certification tel que défini à l'article 2 de l'annexe A aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien) ;</p>   | <p>à l'article 3 du règlement (UE) n° 445/2011 ;</p>   |
| <p>28) « organisme d'évaluation de la conformité », l'organisme procédant à des activités d'évaluation de la conformité, y compris l'étalonnage, les essais, la certification et l'inspection ;</p>   | <p>d'évaluation de la conformité tel que défini à l'article 2 du règlement (CE) n° 765/2008 ;</p>  |
| <p>29) « accréditation », l'accréditation au sens de l'article 2, lettre ab), des RU ATMF ;</p>   | <p>l'article 2 du règlement (CE) n° 765/2008 ;</p>   |
| <p>30) « organisme national d'accréditation », l'organisme national d'accréditation tel que défini l'unique organisme dans un État partie chargé de l'accréditation, qui tire son autorité de cet État ;</p>  | <p>à l'article 2 du règlement (CE) n° 765/2008 ;</p>   |
| <p>31) « reconnaissance », l'attestation établie par un organisme national autre que l'organisme national d'accréditation spécifiant que l'organisme d'évaluation satisfait aux exigences établies à l'annexe II de la présente PTU lui permettant d'exercer l'activité d'évaluation indépendante visée aux points 6.1 et 6.2 ;</p> |  |
| <p>32) « défaillance systématique », une défaillance qui se produit de manière répétée en présence d'une combinaison d'entrées particulière ou dans des conditions environnementales ou d'application particulières ;</p>   |  |
| <p>33) « panne systématique », une panne inhérente à la spécification, à la conception, à la fabrication, à l'installation, à l'exploitation ou à l'entretien du système évalué ;</p>   |  |
| <p>34) « dispositif de sécurité », une mesure technique, opérationnelle ou organisationnelle de contrôle des risques située en dehors du système évalué, qui réduit la fréquence d'apparition d'un danger ou atténue la gravité des conséquences potentielles de ce danger ;</p>  |  |
| <p>35) « accident critique », un accident touchant généralement un très petit nombre de personnes et entraînant au moins un décès ;</p>   |  |
| <p>36) « hautement improbable », la survenue d'une défaillance à une fréquence inférieure ou égale à <math>10^{-9}</math> par heure d'exploitation ;</p>  |  |
| <p>37) « improbable », la survenue d'une défaillance à une fréquence inférieure ou égale à <math>10^{-7}</math> par heure d'exploitation ;</p>  |  |
| <p>38) « autorité compétente », une autorité nationale compétente pour l'admission technique telle que visée à l'article 5 des RU ATMF.</p>   |  |

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 9 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

#### 4. CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS

4.1 S'il n'existe pas de spécification technique nationale pour déterminer si un changement est significatif ou non dans un État partie, le proposant prend en compte l'incidence potentielle du changement en question sur la sécurité

de tous les produits et activités entrant dans le champ d'application de la présente PTU tel que défini au point 2.1. | du système ferroviaire.

Si le changement proposé n'a pas d'incidence sur la sécurité dans les limites de ce champ d'application, | ,

il n'est pas nécessaire d'appliquer le processus de gestion des risques visé au chapitre 5.

4.2 Si le changement proposé a une incidence sur la sécurité, le proposant détermine, sur avis d'expert, l'importance du changement, sur la base des critères suivants :

- a) conséquence d'une défaillance : le scénario réaliste le plus défavorable en cas de défaillance du système évalué, compte tenu de l'existence de dispositifs de sécurité en dehors de ce système ;
- b) innovation utilisée dans la mise en œuvre du changement : il s'agit tant de ce qui est innovant dans le secteur ferroviaire que de ce qui est nouveau pour l'organisation mettant en œuvre le changement ;
- c) complexité du changement ;
- d) suivi : l'impossibilité de suivre le changement mis en œuvre tout au long du cycle de vie du système et de prendre des mesures adéquates ;
- e) réversibilité : l'impossibilité de rétablir le système tel qu'il existait avant le changement ;
- f) additionnalité : l'évaluation de l'importance du changement, compte tenu de tous les changements liés à la sécurité qui ont été apportés récemment au système évalué et qui n'ont pas été considérés comme significatifs.

4.3 Le proposant conserve une documentation appropriée pour justifier sa décision.

#### 5. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

5.1 Le proposant est chargé d'appliquer la présente PTU, y compris d'évaluer l'importance du changement sur la base des critères du chapitre 4, et de mener le processus de gestion des risques établi à l'annexe I.

5.2 Le proposant veille à ce que les risques introduits par ses fournisseurs et par ses prestataires de services, y compris leurs sous-traitants, soient également gérés conformément à la présente PTU. À cette fin, le proposant peut demander, en vertu d'arrangements contractuels, que ses fournisseurs et ses prestataires de services, y compris leurs sous-traitants, participent au processus de gestion des risques établi à l'annexe I.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 10 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

## 6. ÉVALUATION INDÉPENDANTE

6.1 Un organisme d'évaluation évalue en toute indépendance l'adéquation tant de l'application du processus de gestion des risques décrit à l'annexe I, que des résultats de ce processus

(incluant l'identification adéquate des risques et l'estimation des dangers qui en découlent).

Ledit organisme satisfait aux critères énoncés à l'annexe II. Lorsque l'organisme d'évaluation n'est pas déjà désigné par la législation

nationale en vigueur, en vigueur de l'Union ou de l'État membre,

le proposant désigne son propre organisme d'évaluation, au stade opportun le plus en amont possible dans le processus d'appréciation des risques.

6.2 Aux fins de l'évaluation indépendante, l'organisme d'évaluation :

- veille à comprendre dans les détails le changement significatif sur la base de la documentation fournie par le proposant ;
- évalue les processus de gestion de la sécurité et de la qualité appliqués durant la conception et la mise en œuvre du changement significatif, si ces processus ne sont pas déjà certifiés par un organisme d'évaluation de la conformité compétent ;
- évalue l'application desdits processus durant la conception et la mise en œuvre du changement significatif.

Lorsqu'il a terminé son évaluation conformément aux points a), b) et c), l'organisme d'évaluation remet le rapport d'évaluation de la sécurité prévu dans le chapitre 15 et à l'annexe III.

6.3 Les doublons dans les travaux relatifs aux évaluations suivantes sont évités :

- l'évaluation de la conformité du système de gestion de la sécurité conformément aux RU EST et du système d'entretien de l'entité chargée de l'entretien, comme requis par l'annexe A aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien) ;

l'évaluation de la conformité du système de gestion de la sécurité et du système d'entretien des entités chargées de l'entretien telle que prévue par la directive 2004/49/CE, et

- l'évaluation de la conformité réalisée

conformément à la PTU GEN-D par l'organisme d'évaluation aux termes de l'article 5 des RU ATMF UR ;

par un organisme notifié tel que défini à l'article 2, point j), de la directive 2008/57/CE ou par un organisme désigné conformément à l'article 17 de ladite directive, et

- les évaluations indépendantes réalisées par l'organisme d'évaluation conformément à la présente PTU.

6.4 Le

proposant peut choisir l'autorité compétente comme organisme d'évaluation lorsque ladite autorité propose ce service et lorsque les changements significatifs concernent les cas suivants :

Sans préjudice de la législation de l'Union, le

- un véhicule requiert

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 11 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

une première admission à l'exploitation, telle que visée dans les RU ATMF ;

une autorisation de mise en service, conformément à l'article 22, paragraphe 2, et à l'article 24, paragraphe 2, de la directive 2008/57/CE ;

b) un véhicule requiert

une admission à l'exploitation complémentaire, conformément à l'article 6, § 4, lettre b) des RU ATMF ;

une autorisation supplémentaire de mise en service, conformément à l'article 23, paragraphe 5, et à l'article 25, paragraphe 4, de la directive 2008/57/CE ;

c) le certificat de sécurité d'une entreprise ferroviaire tel que visé dans les RU EST est mis à jour à la suite d'une modification du type ou de la portée des activités ;

le certificat de sécurité doit être mis à jour à la suite d'une modification du type ou de la portée des activités conformément à l'article 10, paragraphe 5, de la directive 2004/49/CE ;

d) le certificat de sécurité d'une entreprise ferroviaire tel que visé dans les RU EST est révisé à la suite d'une modification substantielle du cadre réglementaire applicable en matière de sécurité.

le certificat de sécurité doit être révisé à la suite d'une modification substantielle du cadre réglementaire en matière de sécurité conformément à l'article 10, paragraphe 5, de la directive 2004/49/CE ;

e) [réservé]

l'agrément de sécurité doit être mis à jour à la suite d'une modification substantielle de l'infrastructure, de la signalisation, de l'alimentation en énergie ou des principes applicables à son exploitation et à son entretien conformément à l'article 11, paragraphe 2, de la directive 2004/49/CE ;

f) [résrvé]

l'agrément de sécurité doit être révisé à la suite d'une modification substantielle du cadre réglementaire en matière de sécurité conformément à l'article 11, paragraphe 2, de la directive 2004/49/CE.

Lorsqu'un changement significatif concerne un sous-système de nature structurelle qui requiert

une admission technique en vertu des RU ATMF, l'autorité nationale compétente pour l'admission technique,

une autorisation de mise en service telle que visée à l'article 15, paragraphe 1, ou à l'article 20 de la directive 2008/57/CE,

le proposant peut choisir l'autorité compétente comme organisme d'évaluation lorsque ladite autorité propose ce service, à moins que le proposant n'ait déjà confié cette tâche à

un autre organisme d'évaluation satisfaisant aux dispositions de la PTU GEN-D.

un organisme notifié conformément à l'article 18, paragraphe 2, de ladite directive.

## 7. ACCRÉDITATION OU RECONNAISSANCE DE L'ORGANISME D'ÉVALUATION

L'organisme d'évaluation visé au chapitre 6 répond à l'un des cas suivants :

a) il est accrédité, selon les critères fixés à l'annexe II, par l'organisme national d'accréditation visé au point 13.1,

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 12 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023


- b) il est reconnu, selon les critères fixés à l'annexe II, par l'organisme de reconnaissance visé au point 13.1,
- c) il est l'autorité compétente en vertu de l'exigence fixée au point 9.2.

## 8. ACCEPTATION DE L'ACCRÉDITATION OU DE LA RECONNAISSANCE

- 8.1 L'accréditation ou la reconnaissance d'une entreprise ferroviaire ou d'un gestionnaire d'infrastructure conformément au chapitre 7 constitue la preuve de sa capacité à intervenir en qualité d'organisme d'évaluation.
- Lorsqu'elles délivrent des certificats de sécurité conformément aux RU EST, les autorités de certification de la sécurité acceptent cette preuve.
- Cela s'entend sans préjudice des dispositions de l'annexe A aux RU EST (Méthode de sécurité commune relative aux exigences en matière de système de gestion de la sécurité).
- Lorsqu'une autorité nationale de sécurité octroie un certificat de sécurité conformément au règlement (UE) n° 1158/2010 de la Commission ou un agrément de sécurité conformément au règlement (UE) n° 1169/2010 de la Commission, elle accepte l'accréditation ou la reconnaissance par un État membre conformément à l'article 7 comme preuve de la capacité de l'entreprise ferroviaire ou du gestionnaire de l'infrastructure à intervenir en qualité d'organisme d'évaluation.
- 8.2 Lorsqu'un organisme de certification octroie un certificat à une entité chargée de l'entretien conformément à l'annexe A aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien), il accepte ladite accréditation ou ladite reconnaissance par un État partie comme preuve de la capacité de l'entité chargée de l'entretien à intervenir en qualité d'organisme d'évaluation.
- Cela s'entend sans préjudice des dispositions de l'annexe A aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien), au règlement (UE) n° 445/2011,

## 9. TYPES DE RECONNAISSANCE DE L'ORGANISME D'ÉVALUATION

- 9.1 La reconnaissance de l'organisme d'évaluation peut être des types suivants :
- a) reconnaissance par l'État partie d'une entité chargée de l'entretien, d'une organisation ou d'une partie de celle-ci, ou d'une personne ;
  - b) reconnaissance par l'autorité compétente de la capacité d'une organisation, d'une partie de celle-ci, ou d'une personne, à effectuer une évaluation indépendante sous la forme de l'évaluation et du contrôle du système de gestion de la sécurité d'une entreprise ferroviaire ou d'un gestionnaire de l'infrastructure ;
  - c) lorsque l'autorité compétente intervient en qualité d'organisme de certification des ECE conformément à l'article 6 de l'annexe A aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien), l'article 10 du règlement (UE) n° 445/2011,

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 13 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

reconnaissance par l'autorité compétente de la capacité d'une organisation, d'une partie de celle-ci, ou d'une personne, à effectuer une évaluation indépendante sous la forme de l'évaluation et du contrôle du système d'entretien d'une entité chargée de l'entretien ;

- d) reconnaissance par un organisme de reconnaissance désigné par l'État partie de la capacité d'une entité chargée de l'entretien, d'une organisation, d'une partie de celle-ci, ou d'une personne, à effectuer une évaluation indépendante.

- 9.2 Lorsque l'État partie reconnaît l'autorité compétente en tant qu'organisme d'évaluation, il est de sa responsabilité de veiller à ce que l'autorité en question réponde aux exigences fixées à l'annexe II. Dans ce cas, les fonctions d'organisme d'évaluation de l'autorité compétente sont indépendantes de ses autres fonctions, et cela doit pouvoir être démontré.

## 10. VALIDITÉ DE LA RECONNAISSANCE

- 10.1 Dans les cas visés au point 9.1, lettres a) et d), et au point 9.2, la période de validité de la reconnaissance n'excède pas cinq ans à compter de la date à laquelle elle a été accordée.

- 10.2 Dans le cas visé au point 9.1, lettre b) :

- a) la déclaration de reconnaissance d'une entreprise ferroviaire ou d'un gestionnaire de l'infrastructure figure sur le certificat de sécurité

correspondant ;

correspondant dans la rubrique 5 « Informations supplémentaires » du format standard de certificat de sécurité prévu à l'annexe I du règlement (CE) n° 653/2007 de la Commission et dans une partie appropriée de l'agrément de sécurité ;

- b) la période de validité de la reconnaissance est limitée à la période de validité du certificat de sécurité ou de l'agrément de sécurité en vertu duquel elle est accordée. Dans ce cas, la demande de reconnaissance est introduite lors de la demande suivante de renouvellement ou mise à jour du certificat de sécurité ou de l'agrément de sécurité.

- 10.3 Dans les cas visés au point 9.1, lettre c) :

- a) la déclaration de reconnaissance d'une entité chargée de l'entretien figure sur le certificat correspondant

conformément à l'annexe A aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien) ;

dans la rubrique 5 « Informations supplémentaires » du format standard de certificat d'entité chargée de l'entretien prévu à l'annexe V, ou, le cas échéant, à l'annexe VI, du règlement (UE) n° 445/2011 ;

- b) la période de validité de la reconnaissance est limitée à la période de validité du certificat délivré par l'organisme de certification en vertu duquel elle est accordée. Dans ce cas, la demande de reconnaissance est introduite lors de la demande suivante de renouvellement ou de mise à jour dudit certificat.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 14 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN Date : 20.2.2023

## 11. SURVEILLANCE PAR L'ORGANISME DE RECONNAISSANCE

- 11.1 Les organismes nationaux d'accréditation contrôlent les organismes d'évaluation de la conformité auxquels ils ont délivré un certificat d'accréditation et, par analogie,

Par analogie avec les exigences prévues à l'article 5, paragraphes 3 et 4, du règlement (CE) n° 765/2008 en ce qui concerne l'accréditation,

l'organisme de reconnaissance vérifie de façon périodique si l'organisme d'évaluation qu'il a reconnu continue de satisfaire aux critères fixés à l'annexe II tant que la reconnaissance reste valide.

- 11.2 Si l'organisme d'évaluation ne satisfait plus aux critères fixés à l'annexe II, l'organisme de reconnaissance restreint la portée de l'application de la reconnaissance, ou suspend ou retire la reconnaissance, en fonction du degré de non-conformité.

## 12. ASSOUPPLISSEMENT DES CRITÈRES DANS LE CAS OÙ IL N'EST PAS PRÉVU QU'UN CHANGEMENT SIGNIFICATIF FASSE L'OBJET D'UNE RECONNAISSANCE MUTUELLE

Lorsqu'il n'est pas prévu que l'appréciation des risques concernant un changement significatif fasse l'objet d'une reconnaissance mutuelle, le proposant désigne un organisme d'évaluation satisfaisant au minimum aux exigences fixées à l'annexe II en matière de compétence, d'indépendance et d'impartialité. Les autres exigences prévues au paragraphe 1 de l'annexe II peuvent être assouplies de manière non discriminatoire en accord avec l'autorité compétente.

## 13. COMMUNICATION D'INFORMATIONS

### AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

### À L'AGENCE

- 13.1 Le cas échéant,

au plus tard le 21 mai 2015,

les États parties indiquent

sans délai au Secrétaire général

à l'Agence

quels sont leur organisme national d'accréditation et/ou leur ou leurs organismes de reconnaissance aux fins de la présente PTU, ainsi que les organismes d'évaluation qu'ils ont reconnus conformément au point 9.1, lettre a). Ils notifient également tout changement apporté à cette situation, dans le mois qui suit celui-ci.

Le Secrétaire général

L'Agence

met ces informations à la disposition du public.

- 13.2 L'organisme national d'accréditation indique sans tarder au Secrétaire général

Au plus tard le 21 mai 2015, l'organisme national d'accréditation indique à l'Agence

quels sont les organismes d'évaluation accrédités, ainsi que le domaine de compétence pour lequel ils sont accrédités, conformément à l'annexe II, points 2 et 3. Il notifie également tout changement dans cette situation, dans le mois qui suit celui-ci.

Le Secrétaire général

L'Agence

met ces informations à la disposition du public.



 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 15 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

- 13.3 L'organisme de reconnaissance indique sans tarder au Secrétaire général | Au plus tard le 21 mai 2015, l'organisme de reconnaissance indique à l'Agence
- quels sont les organismes d'évaluation reconnus, ainsi que le domaine de compétence pour lequel ils sont reconnus, conformément à l'annexe II, points 2 et 3. Il notifie lui aussi tout changement dans cette situation, dans le mois qui suit celui-ci.
- Le Secrétaire général | L'Agence
- met ces informations à la disposition du public.

## 14. SOUTIEN


### | APPORTÉ PAR L'AGENCE

#### POUR L'ACCRÉDITATION OU LA RECONNAISSANCE DE L'ORGANISME D'ÉVALUATION

- 14.1 Les organismes d'accréditation et de reconnaissance cherchent activement à se coordonner et à échanger des bonnes pratiques à l'international. | L'Agence met en place des évaluations mutuelles entre les organismes de reconnaissance, sur la base des mêmes principes que ceux exposés à l'article 10 du règlement (CE) n° 765/2008.
- 14.2 Les organismes d'accréditation qui sont membres de la coopération européenne pour l'accréditation (EA) participent aux activités pertinentes, comme les formations et échanges de bonnes pratiques, s'ils ont accès à ces activités. | L'Agence organise, au minimum à chaque nouvelle révision du présent règlement et en collaboration avec la coopération européenne pour l'accréditation (EA), des formations sur le présent règlement destinées aux organismes nationaux d'accréditation et aux organismes de reconnaissance.

## 15. RAPPORTS D'ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ

- 15.1 L'organisme d'évaluation fournit au proposant un rapport d'évaluation de la sécurité conformément aux exigences fixées à l'annexe III. Le proposant est responsable de déterminer l'opportunité et la manière de prendre en compte les conclusions du rapport d'évaluation de la sécurité aux fins de l'acceptation de la sécurité du changement évalué. Le proposant justifie sa position et documente la partie du rapport d'évaluation de la sécurité qu'il conteste, le cas échéant.
- 15.2 Dans le cas visé au point 2.3, lettre b), conformément au point 15.5, la déclaration visée au chapitre 16 est acceptée par l'autorité compétente dans sa décision d'admettre à l'exploitation des sous-systèmes de nature structurelle et des véhicules.
- 15.3 L'autorité compétente | Sans préjudice de l'article 16 de la directive 2008/57/CE, l'autorité nationale de sécurité
- ne peut pas demander de contrôles ou d'analyses de risque supplémentaires, sauf si elle est en mesure de démontrer l'existence d'un risque significatif sur le plan de la sécurité.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 16 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

15.4 Dans le cas visé au point 2.3, lettre a), conformément au point 15.5, la déclaration visée au chapitre 16 est acceptée par

l'organisme d'évaluation, au sens de l'article 5 des RU ATMF, qui procède à l'évaluation de la conformité avec la PTU structurelle et qui est

l'organisme notifié

chargé de délivrer le certificat de conformité, sauf s'il justifie et documente ses doutes concernant les hypothèses formulées ou la fiabilité des résultats.

15.5 Lorsqu'un système, ou une partie d'un système ont déjà été acceptés à l'issu du processus de gestion des risques prévu dans la présente PTU, le rapport d'évaluation de la sécurité qui en découle ne peut être remis en question par aucun autre organisme d'évaluation chargé d'effectuer une nouvelle évaluation du même système. La reconnaissance mutuelle est subordonnée à la démonstration que le système sera utilisé dans les mêmes conditions fonctionnelles, opérationnelles et environnementales que le système déjà accepté, et que des critères d'acceptation des risques équivalents ont été appliqués.

## 16. DÉCLARATION DU PROPOSANT

Sur la base des résultats de l'application de la présente PTU et du rapport d'évaluation de la sécurité présenté par l'organisme d'évaluation, le proposant produit une déclaration écrite indiquant que tous les dangers identifiés et les risques associés sont maîtrisés de façon à être maintenus à un niveau acceptable.

## 17. GESTION DE LA MAÎTRISE DES RISQUES ET AUDITS

17.1 Tout proposant qui a fait appliquer une MSC d'évaluation et d'appréciation des risques doit continuer à surveiller son application et à en contrôler les effets, en particulier pour l'identification, l'estimation et l'appréciation des risques desquelles les conclusions ont été tirées.

Les entreprises ferroviaires et les gestionnaires de l'infrastructures prévoient des audits de l'application du présent règlement dans leur programme d'audit périodique du système de gestion de la sécurité visé à l'article 9 de la directive 2004/49/CE.


17.2 Les entités chargées de l'entretien prévoient des audits de l'application de la présente PTU dans leur programme d'audit périodique du système d'entretien visé

à l'annexe A aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien).

à l'article 14 *bis*, paragraphe 3, de la directive 2004/49/CE.

17.3 [réservé]

Parmi les tâches visées à l'article 16, paragraphe 2, point e), de la directive 2004/49/CE, l'autorité nationale de sécurité contrôle l'application du présent règlement par les entreprises ferroviaires, les gestionnaires de l'infrastructure et les entités chargées de l'entretien qui ne sont pas couvertes par le règlement (UE) n° 445/2011 mais sont recensées dans son registre national des véhicules.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 17 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

17.4 Parmi les tâches visées

à l'annexe A aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien),

à l'article 7, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 445/2011,

l'organisme de certification d'une entité chargée de l'entretien des wagons de fret surveille l'application de la présente PTU, par l'entité chargée de l'entretien.

## 18. RETOUR D'INFORMATION ET PROGRÈS TECHNIQUE

18.1 [réservé]

Chaque gestionnaire de l'infrastructure et chaque entreprise ferroviaire font brièvement état, dans leur rapport annuel sur la sécurité visé à l'article 9, paragraphe 4, de la directive 2004/49/CE, de leur expérience concernant l'application du présent règlement. Ce rapport contient également un résumé des décisions relatives au niveau d'importance des changements.

18.2 Les États parties prenant connaissance de difficultés d'application de la présente PTU rencontrées par les acteurs actifs sur leur territoire signalent, le cas échéant, ces difficultés à la Commission d'experts techniques.

Chaque autorité nationale de sécurité fait état, dans son rapport annuel sur la sécurité visé à l'article 18 de la directive 2004/49/CE, de l'expérience des proposant concernant l'application du présent règlement et, le cas échéant, de sa propre expérience.

18.3 Le rapport annuel d'entretien des entités chargées de l'entretien

visé à l'annexe A aux RU ATMF (Règles de certification et d'audit des entités chargées de l'entretien)

des wagons de fret visé à l'annexe III, partie I, point 7.4. k), du règlement (UE) n° 445/2011

contient des informations sur l'expérience des entités chargées de l'entretien concernant l'application de la présente PTU.

L'Agence rassemble ces informations en coordination avec les organismes de certification respectifs.

18.4 [réservé]

Les autres entités chargées de l'entretien qui ne relèvent pas du règlement (UE) n° 445/2011 partagent elles aussi leur expérience avec l'Agence concernant l'application du présent règlement. L'Agence coordonne le partage d'expérience avec lesdites entités et avec les autorités nationales de sécurité.

18.5 [réservé]

L'Agence collecte toutes les informations sur l'expérience en matière d'application du présent règlement et, le cas échéant, adresse des

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	Évaluation et appréciation des risques		Page 18 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

18.6 [réservé]

recommandations à la Commission en vue de l'améliorer.

Avant le 21 mai 2015, l'Agence soumet à la Commission un rapport contenant :

- a) une analyse de l'expérience concernant l'application du présent règlement, y compris les cas dans lesquels des proposants ont appliqué volontairement la MSC avant la date d'application prévue à l'article 20 ;
- b) une analyse de l'expérience des proposants concernant les décisions relatives au niveau d'importance des changements ;
- c) une analyse des cas dans lesquels des règles de l'art ont été utilisées conformément à l'annexe I, point 2.3.8 ;
- d) une analyse de l'expérience en matière d'accréditation et de reconnaissance des organismes d'évaluation ;
- e) une analyse de l'efficacité globale du présent règlement.

Les autorités nationales de sécurité soutiennent l'Agence pour la collecte de ces informations.

## 19. ABROGATION

La version précédente de la présente PTU, datée du 1<sup>er</sup> janvier 2014, telle que modifiée en dernier lieu le 1<sup>er</sup> décembre 2016, est abrogée à l'entrée en vigueur de la présente PTU.

Les références à la PTU abrogée s'entendent comme faites à la présente PTU.

Le règlement (CE) n° 352/2009 est abrogé avec effet au 21 mai 2015.

Les références au règlement abrogé s'entendent comme faites au présent règlement.

## 20. APPLICATION

Aux fins des RU APTU et RU ATMF, la présente PTU s'applique à compter de son entrée en vigueur.

Aux fins des RU EST, la présente PTU s'applique à compter de l'entrée en vigueur des RU EST.

## ENTRÉE EN VIGUEUR ET APPLICATION

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il s'applique à compter du 21 mai 2015.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 19 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

## ANNEXE I

### 1. PRINCIPES GÉNÉRAUX APPLICABLES AU PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

#### 1.1 Principes généraux et obligations

1.1.1 Le processus de gestion des risques commence par la définition du système évalué et comprend les activités suivantes :

- a) le processus d'appréciation des risques, qui identifie les dangers, les risques, les mesures de sécurité associées et les exigences de sécurité qui en résultent qui doivent être satisfaites par le système faisant l'objet de l'évaluation ;
- b) la démonstration de la conformité du système avec les exigences de sécurité définies ;
- c) la gestion de tous les dangers identifiés et des mesures de sécurité associées.

Ce processus de gestion des risques est itératif. Il est décrit dans le diagramme de l'appendice. Le processus prend fin lorsqu'il est démontré que le système est conforme à toutes les exigences de sécurité nécessaires pour accepter les risques liés aux dangers identifiés.

1.1.2 Le processus de gestion des risques comporte des mesures appropriées d'assurance de la qualité et est mené par du personnel compétent. Il est évalué de façon indépendante par un ou plusieurs organismes d'évaluation.

1.1.3 Le proposant chargé du processus de gestion des risques tient un registre des dangers conformément au point 4<sup>3</sup>.

1.1.4 Les acteurs ayant déjà mis en place des méthodes ou des outils d'appréciation des risques peuvent continuer à les utiliser pour autant que ceux-ci soient compatibles avec les dispositions de la présente PTU et que les conditions suivantes soient remplies :

- a) les méthodes ou les outils d'appréciation des risques sont décrits dans un système de gestion de la sécurité

limité par le champ d'application des RU APTU, des RU ATMF et des RU EST ;	accepté par une autorité nationale de sécurité conformément à l'article 10, paragraphe 2, point a), ou à l'article 11, paragraphe 1, point a), de la directive 2004/49/CE ; ou
--	--

- b) les méthodes ou les outils d'appréciation des risques sont requis par une PTU ou sont conformes à des normes publiques reconnues spécifiées dans des spécifications techniques nationales.

1.1.5 Sans préjudice de la responsabilité civile conformément aux exigences juridiques des États parties, le processus d'appréciation des risques relève de la responsabilité du proposant. En particulier, le proposant désigne, en accord avec les acteurs concernés, ceux qui seront chargés de satisfaire aux exigences de sécurité résultant de l'appréciation des risques. Les exigences de sécurité assignées par le proposant auxdits acteurs n'excèdent pas les limites de la responsabilité et de la sphère de contrôle de ces derniers. La décision du proposant dépend du type de mesures de sécurité sélectionnées pour

<sup>3</sup> Lorsque le mot « point » est utilisé sans autres précisions dans la présente annexe I, il renvoie au point de l'annexe I.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 20 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

maîtriser les risques de façon à les maintenir à un niveau acceptable. Le respect des exigences de sécurité est démontré conformément au point 3.

1.1.6 La première étape du processus de gestion des risques consiste, pour le proposant, à établir un document indiquant les tâches des différents acteurs et leurs activités de gestion des risques. Le proposant est chargé de coordonner la collaboration à un niveau étroit entre les différents acteurs concernés, en fonction de leurs tâches respectives, dans le but de gérer les dangers et les mesures de sécurité associées.

1.1.7 L'évaluation de l'application correcte du processus de gestion des risques relève de la responsabilité de l'organisme d'évaluation.

## **1.2 Gestion des interfaces**

1.2.1 Pour chaque interface à prendre en considération pour le système qui fait l'objet de l'évaluation, et sans préjudice des spécifications applicables aux interfaces définies dans les PTU pertinentes, les acteurs concernés du secteur ferroviaire coopèrent pour identifier et gérer conjointement les dangers et les mesures de sécurité associées à appliquer à ces interfaces. La gestion des risques partagés aux interfaces est coordonnée par le proposant.

1.2.2 Si, pour satisfaire à une exigence de sécurité, un acteur estime qu'une mesure de sécurité qu'il ne peut mettre en œuvre lui-même est nécessaire, il s'accorde avec un autre acteur pour transférer à ce dernier la gestion du danger y afférent, conformément au processus décrit au point 4.

1.2.3 En ce qui concerne le système faisant l'objet d'une évaluation, tout acteur qui découvre qu'une mesure de sécurité est non conforme ou inadéquate a la responsabilité d'en avertir le proposant, qui informe à son tour l'acteur mettant en œuvre la mesure de sécurité.

1.2.4 L'acteur mettant en œuvre la mesure de sécurité informe alors tous les acteurs concernés par le problème soit dans le système évalué, soit, pour autant que l'acteur en ait connaissance, dans d'autres systèmes existants qui appliquent la même mesure de sécurité.

1.2.5 Lorsqu'un accord ne peut être trouvé entre deux acteurs ou plus, le proposant est tenu de trouver une solution.

1.2.6 Lorsqu'une exigence prévue par une spécification technique nationale ne peut pas être remplie par un acteur, le proposant sollicite l'avis de l'autorité compétente concernée.

1.2.7 Indépendamment de la définition du système faisant l'objet de l'évaluation, le proposant est chargé de veiller à ce que la gestion des risques couvre le système lui-même et son intégration au sein du système ferroviaire dans son ensemble.

## **2. DESCRIPTION DU PROCESSUS D'APPRÉCIATION DES RISQUES**

### **2.1 Description générale**

2.1.1 Le processus d'appréciation des risques est le processus global itératif qui comprend :

- a) la définition du système ;
- b) l'analyse de risque, y compris l'identification des dangers ;
- c) l'évaluation des risques.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 21 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

Le processus d'appréciation des risques est appliqué en interaction avec la gestion des dangers conformément au point 4.1.

2.1.2 La définition du système couvre au moins les points suivants :

- a) l'objet du système (c'est-à-dire sa finalité) ;
- b) les fonctionnalités et, le cas échéant, les composantes du système (y compris les composantes humaines, techniques et opérationnelles) ;
- c) les limites du système, incluant les autres systèmes en interaction avec celui-ci ;
- d) les interfaces physiques (telles que les systèmes en interaction) et fonctionnelles (telles que les entrées et sorties fonctionnelles) ;
- e) l'environnement du système (par exemple, les flux énergétiques et thermiques, les chocs, les vibrations, les interférences électromagnétiques, l'exploitation opérationnelle) ;
- f) les mesures de sécurité existantes et, lorsque les itérations nécessaires ont été réalisées, l'établissement des exigences de sécurité définies par le processus d'appréciation des risques ;
- g) les hypothèses déterminant les limites de l'appréciation des risques.

2.1.3 Les dangers afférents au système défini sont identifiés conformément au point 2.2.

2.1.4 L'acceptabilité des risques du système évalué est appréciée en fonction d'au moins un des principes d'acceptation des risques suivants :

- a) l'application de règles de l'art (point 2.3) ;
- b) une comparaison avec des systèmes similaires (point 2.4) ;
- c) une estimation explicite des risques (point 2.5).

Conformément au principe visé au point 1.1.5, l'organisme d'évaluation renonce à imposer au proposant le principe d'acceptation des risques qui sera utilisé par ce dernier.

2.1.5 Le proposant démontre dans l'évaluation des risques que le principe d'acceptation des risques choisi est appliqué correctement. Il vérifie en outre que les principes sélectionnés d'acceptation des risques sont utilisés de manière cohérente.

2.1.6 L'application des principes susmentionnés d'acceptation des risques permet de définir des mesures de sécurité permettant de rendre acceptables le ou les risques présentés par le système évalué. Parmi ces mesures de sécurité, celles sélectionnées pour maîtriser le ou les risques deviennent les exigences de sécurité que doit respecter le système. Le respect desdites exigences est démontré conformément au point 3.

2.1.7 Le processus itératif d'appréciation des risques est considéré comme achevé lorsqu'il a été démontré que toutes les exigences de sécurité sont satisfaites et qu'aucun autre danger raisonnablement prévisible n'est à prendre en considération.

## 2.2 Identification des dangers

2.2.1 Le proposant identifie systématiquement, en faisant appel à la vaste expertise d'une équipe compétente, tous les dangers raisonnablement prévisibles pour l'ensemble du système évalué, pour ses fonctions, le cas échéant, et pour ses interfaces.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 22 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

Tous les dangers identifiés sont portés au registre des dangers conformément au point 4.

- 2.2.2 Afin de concentrer l'appréciation des risques sur les risques principaux, les dangers sont classés conformément à l'estimation du risque qu'ils représentent. Si tel est l'avis d'un expert, il n'est pas nécessaire d'analyser davantage les dangers associés à un risque largement acceptable, mais ces derniers doivent être portés au registre des dangers. Leur classification est justifiée de façon à permettre à un organisme d'évaluation de procéder à une évaluation indépendante.
- 2.2.3 Il est possible d'appliquer le critère selon lequel les risques résultant de dangers peuvent être classés comme largement acceptables lorsque le risque est si faible qu'il n'y a aucune raison de mettre en œuvre des mesures de sécurité supplémentaires. Pour rendre son avis, l'expert tient compte du fait que la part de tous les risques largement acceptables ne doit pas dépasser une proportion déterminée du risque global.
- 2.2.4 Au cours de l'identification des dangers, des mesures de sécurité peuvent être définies. Elles sont portées au registre des dangers conformément au point 4.
- 2.2.5 L'identification des dangers ne doit être effectuée qu'au niveau de détail nécessaire pour déterminer les points où des mesures de sécurité sont requises afin de maîtriser les risques conformément à l'un des principes d'acceptation des risques visés au point 2.1.4. Il peut être nécessaire de procéder à des itérations entre les phases d'analyse de risque et d'évaluation des risques, jusqu'à ce qu'un niveau de détail suffisant soit atteint pour permettre l'identification des dangers.
- 2.2.6 Lorsque des règles de l'art ou un système de référence sont utilisés pour maîtriser le risque, l'identification des dangers peut être limitée à :
- a) la vérification de la pertinence des règles de l'art ou du système de référence ;
  - b) le repérage des écarts par rapport aux règles de l'art ou au système de référence.
- 2.3 Utilisation des règles de l'art et évaluation des risques**
- 2.3.1 Le proposant évalue, avec l'aide des autres acteurs concernés, si un, plusieurs ou l'ensemble des dangers sont adéquatement couverts par l'application des règles de l'art correspondantes.
- 2.3.2 Les règles de l'art répondent au minimum aux exigences suivantes :
- a) elles sont largement reconnues dans le domaine ferroviaire. Si tel n'est pas le cas, les règles de l'art doivent être justifiées et être considérées comme acceptables par l'organisme d'évaluation ;
  - b) elles sont pertinentes pour la maîtrise des dangers pris en compte dans le système évalué. L'application réussie des règles de l'art dans des cas similaires pour gérer des changements et maîtriser efficacement les dangers identifiés d'un système au sens de la présente PTU suffit pour considérer qu'elles sont pertinentes ;
  - c) sur demande, elles doivent être mises à la disposition des organismes d'évaluation pour que ces derniers évaluent si le processus de gestion des risques a été convenablement appliqué et si ses résultats sont corrects, ou, le cas échéant, procèdent à la reconnaissance mutuelle de ces situations, conformément au point 15.5 de la présente PTU.

2.3.3 Lorsque

la conformité avec les PTU est requise

la directive 2008/57/CE requiert la conformité avec les STI



 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 23 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

et que la PTU applicable n'impose pas le processus d'appréciation des risques établi par la présente PTU, les PTU peuvent être considérées comme des règles de l'art pour la maîtrise des dangers, à condition que l'exigence du point 2.3.2 b) soit satisfaite.

2.3.4 Les règles nationales notifiées conformément à

l'article 12 des RU APTU

l'article 8 de la directive 2004/49/CE et à l'article 17, paragraphe 3, de la directive 2008/57/CE

peuvent être considérées comme des règles de l'art à condition que les exigences du point 2.3.2 soient remplies.

2.3.5 Si un ou plusieurs dangers sont maîtrisés par l'application des règles de l'art conformes aux exigences du point 2.3.2, les risques liés à ces dangers sont considérés comme acceptables. Cela signifie :

- a) qu'il n'est pas nécessaire d'analyser davantage ces risques ;
- b) que les règles de l'art utilisées doivent être inscrites dans le registre des dangers en tant qu'exigences de sécurité pour les dangers concernés.

2.3.6 Lorsqu'une approche différente est suivie et qu'elle n'est pas pleinement conforme à des règles de l'art, le proposant démontre qu'elle aboutit au moins au même niveau de sécurité.

2.3.7 Si le risque lié à un danger spécifique ne peut pas être rendu acceptable par l'application de règles de l'art, des mesures de sécurité supplémentaires sont définies en appliquant l'un des deux autres principes d'acceptation des risques.

2.3.8 Lorsque tous les dangers sont maîtrisés par l'application de règles de l'art, le processus de gestion des risques peut être limité à :

- a) l'identification des dangers conformément au point 2.2.6 ;
- b) l'inscription des règles de l'art utilisées dans le registre des dangers conformément au point 2.3.5 ;
- c) la documentation relative à l'application du processus de gestion des risques conformément au point 5 ;
- d) une évaluation indépendante conformément au chapitre 6 de la présente PTU.

## 2.4 Utilisation du système de référence et évaluation des risques

2.4.1 Le proposant examine, avec l'aide des autres acteurs concernés, si l'un, plusieurs ou l'ensemble des dangers sont couverts adéquatement par un système similaire qui pourrait servir de système de référence.

2.4.2 Tout système de référence remplit au moins les exigences suivantes :

- a) il a déjà été prouvé lors de son utilisation qu'il présente un niveau de sécurité acceptable, et il pourrait donc encore être accepté dans l'État partie où le changement doit être introduit ;
- b) ses fonctions et ses interfaces sont semblables à celles du système évalué ;
- c) il est utilisé dans des conditions opérationnelles semblables à celles du système évalué ;

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 24 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

d) il est utilisé dans des conditions environnementales semblables à celles du système évalué.

2.4.3 Si un système de référence satisfait aux exigences énumérées au point 2.4.2, alors, en ce qui concerne le système faisant l'objet d'une évaluation :

- a) les risques liés aux dangers couverts par le système de référence sont considérés comme acceptables ;
- b) les exigences de sécurité relatives aux dangers couverts par le système de référence peuvent être tirées des analyses de sécurité ou d'une évaluation des performances de sécurité du système de référence ;
- c) ces exigences de sécurité sont portées au registre des dangers en tant qu'exigences de sécurité pour les dangers concernés.

2.4.4 Si le système évalué s'écarte du système de référence, l'évaluation des risques doit démontrer que le système évalué atteint au moins le même niveau de sécurité que le système de référence, à l'aide d'un autre système de référence ou de l'un des deux autres principes d'acceptation des risques. Les risques liés aux dangers couverts par le système de référence sont, dans ce cas, considérés comme acceptables.

2.4.5 S'il ne peut pas être démontré qu'un niveau de sécurité au moins équivalent à celui du système de référence est atteint, des mesures de sécurité supplémentaires sont définies pour les écarts constatés, à l'aide de l'un des deux autres principes d'acceptation des risques.

## 2.5 Estimation et évaluation explicites des risques

2.5.1 Si les dangers ne sont pas couverts par l'un des deux principes d'acceptation des risques fixés aux points 2.3 et 2.4, l'acceptabilité des risques est démontrée par l'estimation et l'évaluation explicites des risques. Les risques liés à ces dangers sont estimés quantitativement ou qualitativement, ou au besoin quantitativement et qualitativement, compte tenu des mesures de sécurité existantes.

2.5.2 L'acceptabilité des risques estimés est évaluée au moyen de critères d'acceptation des risques tirés de la

COTIF

| législation de l'Union

ou des spécifications techniques nationales, ou fondés sur certaines de leurs exigences. En fonction des critères d'acceptation des risques, l'acceptabilité du risque peut être évaluée soit séparément pour chaque danger associé, soit pour la combinaison de tous les dangers pris en compte dans l'estimation explicite des risques.

Si le risque estimé n'est pas acceptable, des mesures de sécurité supplémentaires sont définies et mises en œuvre afin de ramener le risque à un niveau acceptable.

2.5.3 Si le risque associé à un danger ou à une combinaison de dangers est considéré comme acceptable, les mesures de sécurité définies sont inscrites dans le registre des dangers.

2.5.4 Le proposant n'est pas tenu d'effectuer une estimation explicite des risques supplémentaire pour les risques qui sont déjà considérés comme acceptables en raison du recours à des règles de l'art ou à des systèmes de référence.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 25 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

2.5.5 Sans préjudice des points 2.5.1 et 2.5.4, lorsque les dangers résultent de défaillances de fonctions d'un système technique, on applique à ces défaillances les objectifs de conception harmonisés suivants :

- a) lorsqu'une défaillance présente un potentiel crédible d'être directement à l'origine d'un accident catastrophique, il n'est pas nécessaire de réduire davantage le risque associé s'il a été établi que la défaillance de la fonction est hautement improbable ;
- b) lorsqu'une défaillance présente un potentiel crédible d'être directement à l'origine d'un accident critique, il n'est pas nécessaire de réduire davantage le risque associé s'il a été établi que la défaillance de la fonction est improbable.

Le choix entre la définition 23) et la définition 35) dépend de la conséquence dangereuse la plus crédible de la défaillance.

2.5.6 Sans préjudice des points 2.5.1 et 2.5.4, les objectifs de conception harmonisés énoncés au point 2.5.5 sont utilisés pour la conception des systèmes techniques électriques, électroniques et électroniques programmables. Ces objectifs de conception sont les plus stricts que l'on puisse exiger aux fins de la reconnaissance mutuelle.

Ils ne sont utilisés ni comme objectifs quantitatifs généraux pour l'ensemble du système ferroviaire d'un État partie, ni pour la conception de systèmes techniques purement mécaniques.

Pour les systèmes techniques mixtes, comprenant à la fois une composante purement mécanique et une composante électrique, électronique et électronique programmable, l'identification des dangers est effectuée conformément au point 2.2.5. Les dangers liés à la composante purement mécanique ne sont pas maîtrisés à l'aide des objectifs de conception harmonisés définis au point 2.5.5.

2.5.7 Le risque lié aux défaillances de fonctions de systèmes techniques visées au point 2.5.5 est considéré comme acceptable si les conditions suivantes sont également remplies :

- a) la conformité avec les objectifs de conception harmonisés qui s'appliquent a été démontrée ;
- b) les défaillances et pannes systématiques associées sont maîtrisées conformément aux procédures de sécurité et de qualité, proportionnellement à l'objectif de conception harmonisé applicable au système technique évalué et défini dans les normes pertinentes communément reconnues ;
- c) les conditions d'application pour une intégration sans danger, dans le système ferroviaire, du système technique évalué sont répertoriées et inscrites dans le registre des dangers conformément au point 4. Conformément au point 1.2.2, ces conditions d'application sont transférées à l'acteur chargé de démontrer la sûreté de l'intégration.

2.5.8 Les définitions spécifiques suivantes s'appliquent aux objectifs quantitatifs de conception harmonisés des systèmes techniques :

- a) le terme « directement » signifie que la défaillance de la fonction a le potentiel d'aboutir au type d'accident visé au point 2.5.5, sans que d'autres défaillances doivent nécessairement se produire ;
- b) le terme « potentiel » signifie que la défaillance de la fonction peut aboutir au type d'accident visé au point 2.5.5.

2.5.9 Lorsque la défaillance d'une fonction du système technique évalué n'aboutit pas directement au risque considéré, l'application d'objectifs de conception moins stricts est autorisée à condition que le proposant puisse démontrer que l'utilisation de dispositifs de sécurité, tels que définis au chapitre 3, chiffre 34), permet d'assurer le même niveau de sécurité.

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 26 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

#### 2.5.10 Sans préjudice

de l'article 12 des RU APTU,

de la procédure énoncée à l'article 8 de la directive 2004/49/CE ou à l'article 17, paragraphe 3, de la directive 2008/57/CE du Parlement européen et du Conseil<sup>4</sup>,

un objectif de conception plus strict que les objectifs de conception harmonisés définis au point 2.5.5 peut être requis, via une spécification technique nationale, pour le système technique évalué, de façon à maintenir le niveau de sécurité existant dans l'État partie concerné.

Dans le cas des

admissions techniques de véhicules supplémentaires, l'article 6 des RU ATMF s'applique.

autorisations supplémentaires de mise en service de véhicules, les procédures prévues aux articles 23 et 25 de la directive 2008/57/CE s'appliquent.

#### 2.5.11 Lorsqu'un système technique est conçu sur la base des exigences fixées au point 2.5.5, le principe de reconnaissance mutuelle s'applique conformément au point 15.5 de la présente PTU.

Toutefois, si le proposant peut démontrer, pour un danger donné, que le niveau de sécurité existant dans l'État partie où le système est appliqué peut être maintenu avec un objectif de conception moins strict que l'objectif de conception harmonisé, cet objectif moins strict peut être utilisé à la place de l'objectif de conception harmonisé.

#### 2.5.12 L'estimation et l'évaluation explicites des risques satisfont au moins aux exigences suivantes :

- a) les méthodes utilisées pour l'estimation explicite des risques reflètent correctement le système évalué et ses paramètres (y compris tous les modes opérationnels) ;
- b) les résultats sont suffisamment précis pour fournir une base solide à la prise de décision. Des modifications légères dans les hypothèses de base ou les prérequis n'aboutissent pas à des exigences sensiblement différentes.

### 3. DÉMONSTRATION DE LA CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DE SÉCURITÉ

3.1 Préalablement à l'acceptation de la sécurité du changement, il est démontré, sous le contrôle du proposant, que les exigences de sécurité résultant de la phase d'appréciation des risques sont satisfaites.

3.1 Cette démonstration est effectuée par chacun des acteurs tenus de satisfaire aux exigences de sécurité en vertu du point 1.1.5.

3.1 L'approche choisie pour démontrer le respect des exigences de sécurité ainsi que la démonstration elle-même sont évaluées indépendamment par un organisme d'évaluation.

3.1 Toute inadéquation des mesures de sécurité destinées à assurer le respect des exigences de sécurité ou tout danger découvert au cours de la démonstration de la conformité avec les exigences de sécurité imposent au proposant de procéder une nouvelle fois à l'appréciation et à l'évaluation des risques

<sup>4</sup> Directive 2008/57/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté (JO L 191 du 18.7.2008, p. 1).

 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 27 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

associés, conformément au point 2. Les nouveaux dangers sont portés au registre des dangers conformément au point 4.

## **4. GESTION DES DANGERS**

### **4.1 Processus de gestion des dangers**

4.1.1 Durant les phases de conception et de mise en œuvre, le proposant établit ou met à jour (lorsqu'ils existent déjà) un ou plusieurs registres des dangers, jusqu'à ce que le changement soit accepté ou que le rapport d'évaluation de la sécurité soit remis. Le registre des dangers fait état de l'avancement de la surveillance des risques liés aux dangers identifiés. Une fois le système accepté et mis en service, le gestionnaire de l'infrastructure ou l'entreprise ferroviaire chargé(e) de l'exploitation du système évalué continue de mettre à jour le registre des dangers en tant que partie intégrante de son système de gestion de la sécurité.

4.1.2 Le registre des dangers comporte tous les dangers identifiés, ainsi que toutes les mesures de sécurité et les hypothèses systémiques associées à ceux-ci, qui ont été définies au cours du processus d'appréciation des risques. Il contient une référence claire à l'origine des dangers et aux principes d'acceptation des risques sélectionnés, et il désigne clairement l'acteur ou les acteurs chargés de la maîtrise de chacun des dangers.

### **4.2 Échange d'informations**

Tous les dangers qui ne peuvent pas être maîtrisés et toutes les exigences de sécurité associées qui ne peuvent pas être satisfaites par un seul acteur sont communiqués à un autre acteur concerné dans le but de trouver conjointement une solution adéquate. Les dangers inscrits dans le registre des dangers de l'acteur qui les transfère ne sont considérés comme maîtrisés que lorsque l'évaluation des risques liés à ces dangers est effectuée par l'autre acteur et que la solution est approuvée par tous les acteurs concernés.

## **5. PREUVE DE L'APPLICATION DU PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES**

5.1 Le processus de gestion des risques utilisé pour évaluer les niveaux de sécurité et la conformité avec les exigences de sécurité est documenté par le proposant de manière à ce qu'un organisme d'évaluation puisse accéder à toutes les preuves nécessaires démontrant l'application correcte du processus de gestion des risques et la fiabilité de ses résultats.

5.2 La documentation établie par le proposant conformément au point 5.1 comporte au minimum :

- a) une description de l'organisation et des experts désignés pour mener à bien le processus d'appréciation des risques ;
- b) les résultats des différentes phases de l'appréciation des risques et une liste de toutes les exigences de sécurité à satisfaire pour maîtriser les risques de façon à les maintenir à un niveau acceptable ;
- c) la preuve de la conformité avec toutes les exigences de sécurité requises ;
- d) toutes les hypothèses pertinentes pour l'intégration, l'exploitation et l'entretien du système qui ont été formulées lors de la définition et de la conception du système et lors de l'appréciation des risques présentés par celui-ci.

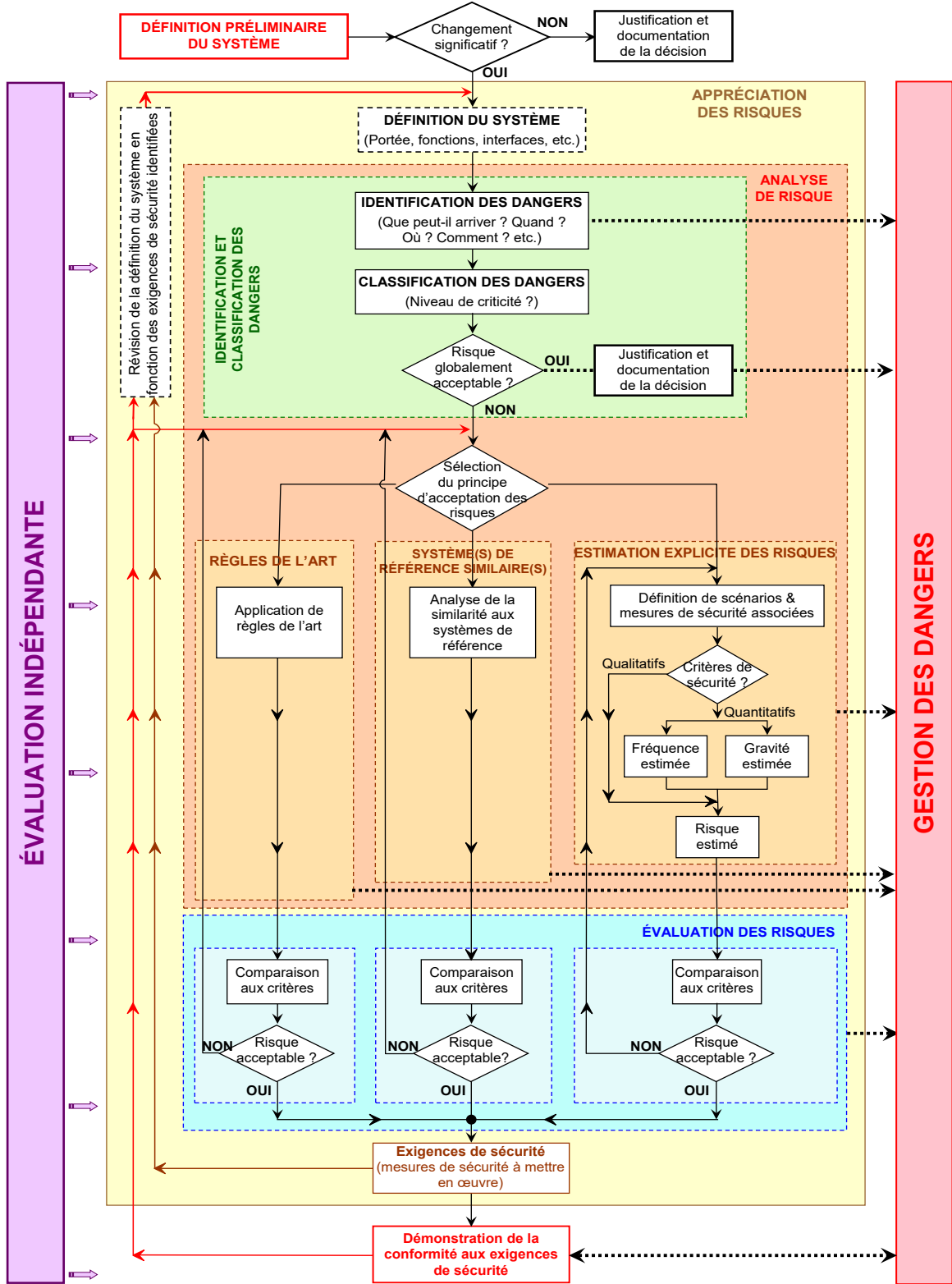
 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES <b>Évaluation et appréciation des risques</b>			PTU GEN-G Page 28 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN	Date : 20.2.2023


5.3 L'organisme d'évaluation présente ses conclusions dans un rapport d'évaluation de la sécurité, tel que défini à l'annexe III.



Appendice

Processus de gestion des risques et évaluation indépendante



 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES		PTU GEN-G
	<b>Évaluation et appréciation des risques</b>		Page 30 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN
			Date : 20.2.2023

## ANNEXE II

### CRITÈRES D'ACCREDITATION OU DE RECONNAISSANCE DE L'ORGANISME D'ÉVALUATION

1. L'organisme d'évaluation satisfait à toutes les exigences de la norme ISO/IEC 17020:2012 et de ses modifications ultérieures. Il exerce son jugement professionnel dans le cadre des travaux d'inspection définis dans ladite norme. Il satisfait à la fois aux critères de compétence et d'indépendance généraux prévus dans ladite norme et aux critères de compétence spécifiques suivants :
  - a) compétences en matière de gestion des risques : connaissances et expérience relatives aux techniques standards d'analyse de la sécurité et aux normes applicables ;
  - b) toutes les compétences utiles pour évaluer les parties du système ferroviaire affectées par le changement ;
  - c) compétences en matière d'application correcte des systèmes de gestion de la sécurité et de la qualité ou en matière de systèmes de gestion d'audits.
  
2. Par analogie  
 avec la PTU GEN-D et la PTU GEN-E,
 

avec l'article 28 de la directive 2008/57/CE concernant la notification des organismes notifiés,
--

l'organisme d'évaluation est accrédité ou reconnu pour les différents domaines de compétence afférents au système ferroviaire ou aux parties de celui-ci concernées par une exigence essentielle de sécurité, y compris le domaine de compétence relatif à l'exploitation et à l'entretien du système ferroviaire.
  
3. L'organisme d'évaluation est accrédité ou reconnu pour évaluer la cohérence globale de la gestion des risques et la sécurité de l'intégration du système évalué au sein du système ferroviaire dans son ensemble. À cette fin, l'organisme d'évaluation dispose des compétences nécessaires pour contrôler les éléments suivants :
  - a) l'organisation, c'est-à-dire les dispositions nécessaires pour mettre en œuvre une approche coordonnée assurant la sécurité du système sur la base d'une compréhension et d'une application uniformes des mesures de maîtrise des risques applicables aux sous-systèmes ;
  - b) la méthodologie, c'est-à-dire l'évaluation des méthodes et des ressources mises en œuvre par différentes parties intéressées pour assurer la sécurité au niveau du sous-système et du système ;
  - c) les aspects techniques nécessaires pour évaluer la pertinence et l'exhaustivité des appréciations des risques et le niveau de sécurité du système dans son ensemble.
  
4. L'organisme d'évaluation peut être accrédité ou reconnu pour un, plusieurs ou l'ensemble des domaines de compétence visés aux points 2 et 3.



 <b>OTIF</b>	DISPOSITIONS GÉNÉRALES <b>Évaluation et appréciation des risques</b>		PTU GEN-G Page 31 sur 31
Statut : <b>Proposition</b>		TECH-23006 Annexe 2	Original : EN Date : 20.2.2023

### ANNEXE III

#### RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ PRÉSENTÉ PAR L'ORGANISME D'ÉVALUATION

1. Le rapport d'évaluation de la sécurité présenté par l'organisme d'évaluation contient au minimum les informations suivantes :
  - a) l'identification de l'organisme d'évaluation ;
  - b) le plan de l'évaluation indépendante ;
  - c) la définition de la portée de l'évaluation indépendante et de ses limites ;
  - d) les résultats de l'évaluation indépendante, notamment :
    - 1) des informations détaillées sur les activités d'évaluation indépendante réalisées pour contrôler la conformité avec les dispositions de la présente PTU,
    - 2) tous les cas recensés de non-conformité avec les dispositions de la présente PTU et les recommandations de l'organisme d'évaluation ;
  - e) les conclusions de l'évaluation indépendante.